UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Etude des conditions de vie des déplacés du site Twuya de la commue Mukike

Misago, Anaclet; Sous la direction de : Pr. Mukuri Melchior

2005
UB, Faculté des lettres et sciences humaines
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1430

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI
FACULTE DES LETTRES ET DES SCIENCES HUMAINES
DEPARTEMENT D'HISTOIRE

« ETUDE DES CONDITIONS DE VIE DES DEPLACES DU SITE TWUYA DE LA COMMUNE MUKIKE »

par

MISIGARO Anaclet

Sous la direction de :
Pr. MUKURI Melchior

Présenté et défendu publiquement en vue de l'obtention du grade de Licencié en Histoire.

OPTION: Enseignement et Recherche

BUJUMBURA, octobre 2005

DEDICACE

A mes chers parents si tôt partis ;

A mes frères et sœurs ;

A toute ma famille ;

A tous ceux qui me sont chers ;

Je dédie ce mémoire.

REMERCIEMENTS

Le présent travail est le fruit des efforts conjugués de plus d'une personne dont les apports ont été tellement bénéfiques qu'il s'impose de leur en être présentement reconnaissant.

Nous tenons à exprimer nos sincères remerciements à mes parents qui ont pris l'initiative de m'envoyer à l'école qui n'ont cessé de me soutenir au cours de mes études. Nous remercions également tous ceux qui nous ont enseigné de l'école primaire à l'université. Nous pensons particulièrement au Dr Melchior MUKURI qui a accepté de diriger avec bienveillance et patience ce travail depuis son élaboration jusqu'à son achèvement.

Notre gratitude s'adresse également à tous nos informateurs qui ont sincèrement répondu à toutes nos questions quelquefois embêtantes.

Que la famille BANYISHEGUSA Stany, Monsieur HAKIZIMANA Célestin et NSABIMANA trouvent également ici le sentiment de notre gratitude. Nous leur disons joyeusement merci pour leur soutien moral et matériel combien indispensable sans lequel ce travail n'aurait pas vu le jour. Que les peines acceptées pour nous soient apaisées par notre promesse de leur en être toujours reconnaissant.

Enfin, nous nous en voudrions si nous terminions sans remercier ces nombreuses personnes qui, d'une manière ou d'une autre, ont contribué à la réalisation du présent travail. Que ceci soit pour eux le couronnement de nos efforts communs.

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n°1 : Effectifs des déplacés par commune d'origine.

Tableau n°2 : Effectifs des déplacés par catégories

Tableau n°3 : Effectifs des habitants de Twuya par sexe

SIGLES ET ABREVIATIONS

O.N.G : Organisation non gouvernementales.

U.B : Universite du Burundi.

FPSE : Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Education.

FLSH : Faculté des Lettres et Sciences Humaines.

MRRDR : Ministère de la Réinsertion et la Réinstallation des Déplacés et des Rapatriés.

UNICEF : United Nations for Children's Emergency Fund.

PAM : Programme Alimentaire Mondial.

MSF : Médecins Sans Frontières.

OAP : Programme d'Appui à l'Autopromotion.

SIDA : Syndrome d'Immino-Déficience Acquise.

ASSEDEM : Association des Elèves Déplacés de Mukike.

FRODEBU : Front pour la Démocratie au Burundi.

UPRONA : Union pour le Progrès National.

TABLE DES MATIERES

Dédicace i
Remerciements.....ii
Liste des tableaux iii
Sigles et abréviations.....iv
Table des matières v

i. Choix du sujet 1
ii. Intérêt du sujet 1
iii. Méthodologie 2
iv. Articulation du sujet 2
v. Problèmes rencontrés.....3

0. INTRODUCTION GENERALE.....4

CHAPITRE I : LA POPULATION BURUNDAISE FACE A LA CRISE 8

A. Une conjoncture peu sereine 8
B. La crise de confiance et crainte réciproque.....10
1. La crise de confiance 10
2. La peur et crainte réciproque.....11

C. Déplacement des population et création du site Twuya 13
1. Les sites de transites 13
a. Le site de l'école primaire de Mayuyu..... 13
b. Les locaux de la commune Mukike.....14
c. Le site Twuya : Sa création 15
1° Les habitants de Twuya.....15

2° Origine et effectif des déplacés de Twuya.....16

D. Accueil des déplacés par la population locale 19
a. Un accueil fraternel manifeste 19
b. Difficultés d'hébergement 20
c. Difficultés d'adaptation dans une nouvelle aire géographique 21
1° Difficultés climatiques 23
2° Un régime alimentaire inhabituel 24

CHAPITRE II. DES CONDITIONS DE VIE TROP DURES 27

A. Manque criant des besoins fondamentaux 27

1. Des dures conditions de logement 28
2. Amenuisement des capacités de production 30
a. Manque de terres cultivables 30
b. Manque de semences et d'intrants agricoles 32
c. Paupérisation générale des populations: Abandon des activités génératrices des revenus 34
B. Précarité des soins de santé 35
C. Amenuisement des capacités éducatives 37
1. La perte du contrôle des parents sur leurs enfants 38
2. Le problème de scolarisation des enfants 41
1° Problème des frais scolaires 41
2° Manque du matériel scolaire 42

D. Les relations entre les déplacés, entourage et régions d'origines.....44
1. Relations entre les déplacés et entourage.....44

2. Relation des déplacés-régions d'origines.....45
3. Solidarité entre les déplacés 47

CHAPITRE III. LES EFFORTS DE REDYNAMISATION DES ECONOMIES DES FAMILLES DEPLACES 49

A. Les efforts familiaux de redynamisation de l'économie 49
1. Le travail associatif 50
2. Le travail journalier rémunéré.....52
3. Le petit commerce.....53

B. La contribution des ONGs dans la prise en charge des déplacés 54
1. Les ONGs au Burundi 54
2. Les ONGs intervenant auprès des déplacés de Twuya.....56

C. Conséquences des aides sur la vie des déplacés 58

CONCLUSION GENERALE 61
LISTE DES INFORMATEURS.....62
BIBLIOGRAPHIE 63

i. Choix du sujet

Depuis l'assassinat du président NDADAYE Melchior le 21 octobre 1993, le Burundi s'est enfoncé dans une crise qui dure plus de 10 ans. Cette guerre a été très meurtrière par rapport aux autres crises que le Burundi avait déjà connues.

Cette guerre a eu des retombées néfastes sur la vie nationale. Les personnes qui en ont subi le coup sont condamnées à une misère sans nom.

Celles qui ont survécu à ces tueries se sont réfugiées dans des zones où ils pensaient être plus en sécurité : écoles, centres administratifs, paroisses, etc. Notre sujet de travail porte sur les conditions de vie de ces gens. Nous nous sommes intéressés aux déplacés du site de Twuya en analysant leurs conditions de vie. Nous l'avons intitulée « **Etude des conditions de vie des déplacés du site de Twuya de la commune Mukike** ».

ii. Intérêt du sujet

La guerre qui secoue notre pays a provoqué la dispersion de la population et a désorganisé son mode de vie. Le logement, l'alimentation, l'habillement, la vie familiale, etc. ont été perturbés. Les rescapés ont abandonnés leurs biens qui ont été pris par ceux qui les pourchassaient et ont été obligés de vivre dans les conditions infra humaines. Des familles tout entières ont dû quitter leurs terres nourricières et s'installer dans des « camps de fortune » où leurs sources de revenus sont limitées. Pour survivre, ils sont obligés de tendre la main aux organisations caritatives. Ces personnes sont dans une situation où elles sont abandonnées à elles-mêmes et où l'assistance est très limitée voire des fois arrêtée. Nous avons voulu comprendre les conditions de vie de ces personnes : comment vivent ces populations, analyser la contribution des ONG et autres intervenants dans l'amélioration de ces conditions. Par cette

étude, nous voulons aussi étudier la participation de ces déplacés dans leur prise en charge.

iii. Méthodologie

Pour réaliser ce travail, nous avons fait recours aux travaux antérieurs consacrés à la crise que connaît le Burundi. les ouvrages les articles et les mémoires de fin d'étude relatives à cette crise nous ont été d'un grand intérêt. Ces travaux nous ont permis de bien comprendre la crise burundaise dans tous ses aspects. A côté de cette documentation écrite, nous avons exploité les informations obtenues lors des enquêtes que nous avons menées dans le site de Twuya. Nous les avons confrontées avec les sources écrites et les avons soumises à la critique historique.

iv. Articulation du sujet

Notre travail comporte trois chapitres : le premier chapitre va nous décrire le comportement affiché par la population burundaise face à la crise et surtout l'attitude de la population de Twuya et de leurs anciens amis des collines d'origine face à l'éclatement de la guerre.

Le deuxième chapitre nous relate la vie menée par les déplacés dans le site Twuya. Nous mettons un accent particulier sur leur implantation et les différentes difficultés qu'ils ont rencontrées.

Quant au troisième chapitre, il s'intéresse aux différentes stratégies de survie qu'adoptent ces déplacés, mais aussi le rôle de différentes organisations humanitaires dans le soulagement de ces populations.

v. Problèmes rencontrés

Au cours de nos recherches, nous nous sommes heurté à des difficultés de divers ordres.

Notre travail a été surtout essentiellement entravé par le manque d'informations surtout liées aux réalisations des O.N.G. Celles-ci n'ont pas voulu mettre à notre disposition leurs rapports qui nous auraient permis d'être informé sur leurs réalisations dans la commune Mukike en général et dans le site de Twuya en particulier Les informations que nous livraient nos informateurs étaient essentielles pour bien mener à bout nos recherches, mais elles étaient parfois teintées d'une partialité organisée sur base ethnique. Cette situation nous obligeait à être prudent et vigilant pour ne pas tomber dans ce piège. En outre, d'autres informateurs étaient réticents pour nous fournir des informations. D'autres enfin voulaient être payés avant qu'ils ne répondent à nos questions car, ils croyaient que nous étions bien payé pour mener nos recherches. Après les avoir expliqués la situation dans laquelle se menait ce travail, ils ont fini par accepter à nous rendre ce service.

O. INTRODUCTION GENERALE

Depuis l'assassinat du Président Melchior NDADAYE dans la nuit du 21 octobre 1993, le Burundi s'est enfoncé dans une crise sans précédent qui s'est caractérisée par des massacres interethniques. Les perspectives de cette guerre date de la victoire du FRODEBU comme nous l'affirme RUTIKANGA :

> *« Lors de la victoire du FRODEBU, les Hutu ont eu une joie hystérique. Partout sur les collines, ils chantaient, buvaient, dansaient,... Malheur aux vaincus ! Les vainqueurs venaient et dansaient dans leurs enclos. Ils étaient sommés de quitter leurs propriétés. Les membres du FRODEBU disaient qu'ils avaient été exploités depuis longtemps par le « régime TUTSI », qu'ils étaient longtemps réfugiés au RWANDA et que le tour des Tutsi était arrivé. Ils avaient une perspective de guerre »*[1].

Avec l'éclatement de cette crise, il y a eu des assassinats sélectifs, la destruction systématique des cultures, du bétail, des maisons et d'autres infrastructures tant publiques que privées.
Sur ce point, J.P. CHRETIEN nous relate les faits :

> *« Dès le jeudi 21 octobre, les ponts sont coupés, les arbres abattus pour couper les routes, des cordes et des bidons d'essence distribués par les autorités du FRODEBU à des bandes des jeunes militants armés de machettes qui commencent à arrêter les gens et*

[1] RUTIKANGA. I. *La crise d'octobre 1993 : Comportement de la population de Busoni*. Mémoire. Bujumbura. U.B. / ESH. 1998. p.40.

à les grouper les mains liées dans les locaux commerciaux ou administratifs. Les victimes sont des tutsi mais aussi des hutu militants du parti d'opposition UPRONA... »[2]

Ces faits sont également relatés par P. REYNTJENS :
En beaucoup d'endroits, la résistance à l'armée et les représailles à l'encontre des Tutsi et même des Hutu appartenant au parti d'opposition UPRONA, fût immédiatement organisées par les autorités locales entre autres les administrateurs municipaux, les chefs de collines ou bien se produisent spontanément »[3].

Ce caractère sélectif de la crise a provoqué une panique généralisée au sein de la population Tutsi et des Hutu partisans de l'UPRONA qui craignaient pour leur sécurité. Des Tutsi se sont vengés sur des Hutu. Il y a eu aussi des bavures qui ici ou là ont été commis par les forces de l'ordre.

Cette panique a été à la base d'une vague de déplacements massifs des populations chassées de leurs domaines patrimoniaux et qui vont s'établir dans des camps de fortune, les sites de déplacés. Mais aussi, la peur de voir leurs « adversaires » se venger a été à la base de l'exil et de la dispersion des populations.

C'est alors dans ce camp de fortune que les rescapés vont mener une vie de dépendance surtout qu'ils étaient obligés de fuir laissant tous leurs biens derrière eux.

---

[2] J.P CHRETIEN. Le défi de l'ethnisme au Rwanda et au Burundi : 1990-1996. Paris. Karthala. 1997. p.171
[3] F. REYNTJENS. « *Burundi, briser le cycle de la violence* ». *Rapport de Minority Rights Group, catalogué à la* Bibliothèque britannique sous publication Data ». . mars. 1995.

Obligés en plus d'attendre et de compter sur la charité des bienfaiteurs « abagiraneza », ces déplacés qui n'ont d'autres ressources ne font que compter sur les interventions des différentes O.N.G qui leur distribuent vivres et vêtements.

Vivant dans des salles de classes communes et même dormant à la belle-étoile, les conditions de logement étaient dramatiques.

Selon J.GAHAMA, le Gouvernement et les organisations humanitaires réagissent à partir de 1997, à peu près 4 ans après la crise, en vue de reconstruire les habitations là où c'était encore possible.[4]

Bien que des efforts aient été fournis dans l'assistance humanitaire pour maintenir la dignité humaine, soulager la misère et les souffrances de toutes sortes, on remarque une incapacité à satisfaire tous les besoins des déplacés.

La nature des aides non adaptées aux besoins des déplacés, les retards enregistrés dans les assistances mais aussi le souci de vouloir se libérer d'une dépendance alimentaire perpétuelle ont fait que les déplacés s'organisent pour pouvoir faire face à ces différents défis auxquels faisaient face les déplacés.

C'est surtout par l'organisation de faibles activités génératrices de revenus que les déplacés essaient de faire vivre leurs familles.

En effet, « *certains déplacés tentent, autour leurs camps d'hébergement, de cultiver des terres disponibles. Mais le plus souvent, ils se*

---

[4] GAHAMA J. (sous la dir.), *Démocratie, Bonne Gouvernance et développement, dans la Région des Grands- Lacs*, Bujumbura, RPP, 2000.

heurtent au problème de manque de terres, de semences, d'outils de travail et d'autres produits nécessaires à la bonne production »[5].

C'est aussi par des regroupements au sein des associations de production surtout agro-pastorale soutenues par certaines O.N.G que les déplacés s'organisent en vue d'améliorer leur niveau de vie dans leur site.
La pratique d'autres petits métiers : petit commerce, travail manuel,... pouvant leur procurer un maigre revenu est un autre fait important dans la vie des déplacés.

Malgré les efforts fournis par les différents intervenants sociaux oeuvrant et luttant pour l'amélioration des conditions de vie des populations déplacées, beaucoup de défis restent à signaler.

Ne pouvant pas se procurer tout le nécessaire pour la survie et comptant toujours sur les organisations caritatives, les populations déplacées ont toujours besoin du soutien de l'Etat qui semble les avoir laissés pour compte.
Les divergences qui existent à propos des aides alimentaires qui, pour certains, restent une nécessité primordiale à leur survie et qui, pour d'autres, constituent une entrave à l'auto promotion des déplacés, nous laissent croire que les personnes déplacées ont toujours besoin d'être soutenues par tous les intervenants sociaux car ils sont dans une totale dépendance économique.

---

[5] CHRETIEN J.P., *op.cit.*, p.171.
A propos de cette crise, lire les ouvrages :
GUICHAOUA et alii, *Les crises politiques au Burundi et au Rwanda : 1993-1994*, Université des Sciences et Technologies de Lille, Villeneuve d'Aseq, 1995.
CHRETIEN J.P. et MUKURI M., *Violence et certitudes « ethniques »* (1993-1996), Paris, Karthala, 2002.
REYNTJENS, F. *L'Afrique des Grands-Lacs en crise, Rwanda, Burundi : 1988-1994*, Paris, Karthala, 1994.
CHRETIEN J.P., *Le défi de l'ethnisme au Rwanda et au Burundi, 1990-1996*, Paris, Karthala, 1997.

CHAP.I. LA POPULATION BURUNDAISE FACE A LA CRISE

A. Une conjoncture peu sereine

Depuis 1993, la société burundaise est tombée dans une crise socio-politique aux allures génocidaires. Sans revenir sur les causes profondes de la crise de 1993, il est important de rappeler que cette crise a été à la fois l'aggravation d'un état caractérisé par la méfiance entre les différentes ethnies dans ce sens qu'elle a été le prolongement d'une série de conflits latents qui datent de la période post-coloniale et qui vont servir d'éléments mobilisateurs pour une partie de l'élite hutu, notamment celle qui a évolué au sein du PALIPEHUTU, parti fondé par Rémy GAHUTU dans les années 1980.

Le mot d'ordre de ce parti n'était autre que la quête de l' « indépendance » comme l'atteste le discours de son président :

> *« Effectivement, c'est sur notre pratique que nous fondons nos espoirs. C'est grâce à lui que nous recouvrerons notre indépendance et que nous nous libérerons du « ghetto » où le Tutsi nous a conduits en nous massacrant et en nous forçant à l'exil, pour le seul tort d'être né Hutu comme si c'était un péché originel. »*[6]

C'est surtout cet esprit de recherche d' « indépendance » qui se radicalisera à partir de l'avènement du multipartisme en 1992 et qui va caractériser la période de la campagne électorale et même les élections de 1993. Selon NDUWAYO Gaspard, *« La campagne électorale a eu la caractéristique principale de la manipulation des allusions identitaires et du dénigrement de*

---

[6] Texte diffusé en mai-août 1987 par le PALIPEHUTU cité par GUICHAOUA A, CHRETIEN. J.P, LE JEUNE.G. in *La crise d'août 1988 au Burundi*, Paris, Karthala, 1989, p.179.

l'adversaire. Les acteurs en compétition s'efforçaient chacun de montrer que la survie de la nation est au prix de la victoire de son parti. »[7]

Le discours identitaire et globalisant véhiculait avant les élections de 1993 des sentiments tribalistes et génocidaires comme cela transparaissait à travers les slogans de la campagne électorale. Ces derniers enseignaient et activaient la haine ethnique, signe imminent d'une guerre prochaine :

« FRODEBU cinda abatuci » (sic) !

« FRODEBU cinca abatutsi » (sic) !

« FRODEBU gagne sur les Batutsi »(sic) !

« FRODEBU égorge les Batutsi »(sic).! [8]

Ces slogans ne pouvaient pas rester sans susciter des réactions au sein des populations qui étaient déjà en proie aux manifestations ethniques.

Le dégagement de deux tendances suivant l'appartenance ethnique va être la première manifestation de la population face aux élections. D'une part, la plupart des Batutsi parlent de l'unité nationale, de la peur du « génocide Hutu » et de l'autre, les Hutu prônent la démocratie pour échapper à l' « apartheid ». En outre, le souvenir des atrocités qui ont caractérisé les événements tragiques précédents prête à la personne de l'autre l'image d'un ennemi héréditaire.[9]

La période qui a suivi les élections a vu la situation s'envenimer car elle a été caractérisée par des massacres des prétendus sorciers et ensorceleurs surtout au Nord et au Sud du pays.

---

[7] NDUWAYO, G. *La crise de 1993 au Burundi, essai d'interprétation*, Mémoire, Bujumbura, UB, FLSH, p.28.

[8] NDAYIZEYE, B. « FRODEBU accusé de 175 délits » in *Carrefour des idées* n°234 du 1er au 5 avril 1993, p.3.

[9] NDUWAYO, G. *op.cit.* p.30.

Cette période a vu aussi se radicaliser les problèmes liés aux litiges fonciers où certaines personnes notamment à Makamba et Rumonge ont été contraintes à quitter leurs propriétés.

Cette chasse à l'homme ciblée et ses mouvements d'expulsion et d'expropriation étaient des faits révélateurs d'une crise prochaine. Cette situation ne pouvait ne pas avoir des retombées directes. On a ainsi assisté à la perte de confiance entre les habitants d'un même pays.

C'est ce climat de méfiance qui précède le début de la guerre qui a dicté la réaction des Burundais au moment de la crise et qui va faire qu'il y ait fracture ethnique et sociale occasionnée par tout un cortège de malheurs qui a frappé la population burundaise depuis l'assassinat du président Melchior NDADAYE.

B. La crise de confiance et crainte réciproques

1. La crise de confiance

La guerre qui éclata en octobre 1993 n'est pas subite comme l'atteste les différents événements qui ont procédés la nuit du 21 octobre 1993. En atteste aussi la division et la démagogie, le discours de la violence et de la haine ethnique, la distribution des instruments de meurtre, le choix des victimes et les appels proprement dits aux massacres.[10]

La concrétisation et la mise en application de la guerre va se réaliser avec l'assassinat de NDADAYE Melchior et ses proches collaborateurs. Ce

[10] GAHAMA J. *op.cit.* p.263.

meurtre a été suivi d'une guerre caractérisée par des massacres, un génocide et des opérations de violence que le Burundi n'avait jamais connues.

Les premières conséquences de cette guerre sur les populations ciblées ont été des massacres de toutes natures. Des tueries, exécutées froidement, étaient déclenchées depuis le 22 octobre 1993 principalement au Nord, au centre et à l'Est du pays. Ces dernières, suivies des coupures des ponts, des abattages des arbres ont suscité un esprit de méfiance entre voisins. Ceux-ci se sont des fois transformés en bourreaux.[11]

Ne pouvant pas savoir à quel saint se vouer et ne trouvant personne pour les secourir, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants ont été obligés de fuir leurs demeures. La vie sociale avait eu une autre tournure. Selon un informateur du site TWUYA en commune MUKIKE, *« tout le voisinage était devenu mon ennemi car même ton ancien ami te fuyait et ne pouvait pas t'approcher de peur qu'il soit traité de traître, « icitso ». Il devait alors prendre distance de toi. »*[12]

Ce climat de solitude va faire que les gens qui étaient auparavant de véritables amis se tournent le dos et se regardent en ennemis du fait de leur appartenance ethnique. D'où la perte de confiance entre des gens d'ethnies différentes et parfois même de même ethnie.

2. La peur et la crainte réciproques

Cette crise de confiance a eu aussi comme conséquences la peur du prochain et la crainte de son entourage. Cette situation va entraîner les gens à se

[11] CHRETIEN J.P. *op.cit.* p.174
[12] NIYUNGEKO, déplacé de TWUYA, 35 ans, décembre 2003.

mettre en ghettos ethniques. Chaque groupe cherchait un endroit sûr où sa sécurité serait garantie. Dans les zones sinistrées, les Tutsi vont chercher refuge dans les centres administratifs, dans les écoles, sur les positions militaires,... Les Hutu se cachèrent dans les marais ou buissons. Il y a en fait des déplacements de population. Toujours selon NIYUNGEKO, déplacé de TWUYA, *« nous sommes partis pour chercher un refuge là où on était sûr que notre sécurité était garantie au moment où nous avons laissé tous nos biens derrière. »*[13]

Toujours, est-il que, on ne le dit pas souvent, des gens ont protégé, parfois au risque de leur vie, les membres appartenant à une ethnie différente. C'est l'exemple de Simbakwira Mélanie : *« J'ai passé beaucoup de jours chez Simbananiye Paul avec ma petite sœur. C'est lui qui nous a cachées et qui nous a conduites jusqu'à Mayuyu »*[14].

Cet esprit de peur et de crainte envers son prochain va être à la base d'une vague de déplacements des populations chassées de leurs propriétés.

C'est dans des sites que les populations sinistrées menaient une vie dure, elles vivaient dans des conditions inhumaines dans un dénuement total.

Le « site TWUYA » est l'un des sites qui datent du début de la crise d'octobre 1993 et qui n'est pas encore sorti du bourbier dans lequel la population mène une vie très dure.

---

[13] NIYUNGEKO. Déplacé de Twuya, cultivatrice, 35 ans, décembre 2003.
[14] M. SIMBAKWIRA, Déplacée de Twuya, cultivatrice, 28 ans, décembre 2003.

C. Déplacement des populations et création du site TWUYA

Le déplacement de cette population qui est venue à TWUYA est motivée par le souci de pouvoir trouver un endroit sûr où la sécurité est garantie pour ces personnes rescapées des massacres de 1993.

Le caractère sélectif de cette guerre fratricide, comme nous l'avons déjà souligné, a poussé la population qui était menacée de mort à quitter leurs biens pour aller s'établir dans des zones sécurisées tels les chefs-lieux des communes et des provinces, dans les écoles ou dans les endroits où ils bénéficiaient notamment de la protection des forces de l'ordre. La création du site de TWUYA s'inscrit alors dans cette conjoncture.

1. Les sites de transit

Il y avait deux sites de transit : l'école primaire de Mayuyu et les locaux de la commune Mukike.

a. Le site de l'Ecole Primaire de MAYUYU

Ce site hébergeait un grand nombre des déplacés. On dénombrait 1134 personnes, toutes les catégories confondues. Ils étaient établis dans 8 salles de classes où ils passaient la nuit. Le matin, ils devaient les quitter pour permettre aux écoliers de poursuivre leurs études pendant la journée.

Cette situation occasionnait un problème épineux car, durant la journée, ces déplacés étaient confrontés aux problèmes pluviométriques et ne trouvaient pas de place pour héberger leur matériel de couchage et autres objets de fortune. La nuit, ces personnes devaient faire face à du froid intense. NTUKAMAZINA Pie de TWUYA le souligne dans des termes clairs : *quand*

nous étions encore logés à l'Ecole Primaire de MAYUYU, nous dormions dans des salles de classes. Très tôt le matin, on devait déménager pour faire la propreté et permettre aux écoliers d'étudier. Le problème qu'on avait la journée est celui de pouvoir conserver nos matériaux. Quand il pleuvait, on était mouillé avec nos biens et c'était un problème la nuit car il faisait très froid alors que le peu de couvertures que nous avions été mouillées. »[15]

Ces déplacés sont confrontés à un autre type de problème surtout lié à l'exiguïté des places où ils logeaient. Cela faisait que les enfants et leurs parents dormaient dans des salles communes, ce qui portait préjudice aux us et coutumes burundais. D'autres dormaient à la belle étoile même. Selon NGENDAHAYO. *« Les uns dormaient à la belle-étoile, cela nous causait beaucoup de peine et on avait froid. Ceux qui étaient logés dans les salles étaient obligés de coucher ensemble avec leurs enfants. (..) ce qui était un entrave pour l'éducation. Imaginez-vous, coucher ensemble avec ton enfant ! C'est horrible. »*[16] Inutile de dire que ces gens se heurtaient aux problèmes d'alimentation.

b. Les locaux de la commune MUKIKE

La commune MUKIKE avait accueilli des personnes déplacées : elles étaient logées dans les bureaux de la commune qui étaient exigus.

Evalués à 183, ces déplacés dormaient tous dans un même local qui servait avant de tribunal de résidence. Ils se heurtaient aux mêmes problèmes que ceux de l'école primaire de Mayuyu.

---

[15] NTUKAMAZINA, Pie, déplacé de TWUYA, cultivateur, 38 ans, décembre 2003

[16] NGENDAHAYO, Athanase, déplacé du site TWUYA, cultivateur, 42 ans, décembre 2005.

Le froid, le manque de places suffisantes pour le couchage, le manque de nourriture, les problèmes de santé et d'habillement constituaient le lot commun de tous ces déplacés.

Pour désengorger les autres sites tels que celui de l'Ecole Primaire MAYUYU et celui mis dans les locaux de la commune MUKIKE, l'administration communale a créé le site du centre marché de KAVOVO. Celui-ci abritait 300 déplacés. Plus tard, elle a créé le site de Twuya.

c. Le site TWUYA : Sa création

Comme nous l'avons déjà souligné plus haut, le site TWUYA est d'implantation récente. Sa création qui date de 1998 s'est faite dans le but de désengorger les sites surpeuplés et juguler les problèmes de distribution des aides car il était difficile de recenser les déplacés qui étaient éparpillés.

1° Les habitants du site TWUYA

Dans le site de TWUYA, on y rencontre des habitants d'ethnies différentes : des Batutsi et des Bahutu, représentés pour la plupart des femmes « Bahutukazi » mariées aux Batutsi.

La crise qui a commencé d'une façon sélective par le massacre des Batutsi a provoqué la fuite des Bahutu upronistes qui avaient gardé le bon voisinage avec les Batutsi et des Bahutukazi qui devaient suivre leurs maris et enfants. Ces Hutu étaient considérés par des gens de leur ethnie comme des traîtres à la « cause hutu », raison pour laquelle ils étaient mal vus et maltraités par ces derniers. C'est dans le but d'échapper aux exécutions sommaires ou à des condamnations à des lourdes peines allant jusqu'à la peine capitale qu'ils ont

choisi de s'établir dans le site TWUYA aux côtés de leurs compatriotes tutsi. Selon NTAKIYICA Mathieu, un Hutu originaire de la colline GOMVYI, *« on m'a taxé d' « icitso » et on voulait me liquider physiquement. C'est pourquoi j'ai pris fuite. »*[17]

Si ces déplacés hutu ont dû quitter leurs propriétés pour échapper à la mort et à des sanctions arbitraires, d'autres comme les Bahutukazi n'ont pas voulu se séparer de leurs progénitures. Tel fut le cas de BUCUMI Immaculée : *« Moi, j'ai voulu suivre mes enfants. Je ne pouvais pas abandonner mes enfants. Il aurait fallu mourir avec eux. »*[18]

Ce sont alors toutes ces raisons avancées ci-haut qui sont à la base de la mixité ethnique rencontrée dans le site TWUYA. Mise à part cette mixité ethnique, ce site est peuplée par des habitants venant des communes différentes.

2° Origine et effectifs des déplacés de TWUYA

La population du site TWUYA est pour la plupart dans sa quasi-totalité originaire des communes frontalières à la commune MUKIKE. 1120 déplacés est originaire de la seule commune de MUTAMBU, totalisant ainsi plus de la moitié des 1589 déplacés qui habitent dans ce site. Le reste est réparti entre trois communes : 99 pour MUHUTA, 79 pour KABEZI et 291 pour Bugarama.

Ces effectifs datent de l'année 2003. Actuellement, ils doivent avoir augmenté du seul fait de l'accroissement du taux de natalité.

---

[17] NTAKIYICA. Mathieu. déplacé du site TWUYA. cultivateur. 35 ans.
[18] BUCUMI, Immaculée. Déplacée de Twuya , cultivatrice, 36 ans, décembre 2003.

Tableau n°1 : Effectif des déplacés par commune d'origine

Commune	Effectifs
MUTAMBU	1120
KABEZI	79
MUHUTA	99
BUGARAMA	291
Total	1589

Source : Tableau établi par nous-même sur base d'une enquête menée à TWUYA.

La population déplacée de TWUYA est une population en perpétuelle augmentation causée par des naissances qui s'y passent. C'est aussi une population hétérogène où on rencontre différentes catégories d'âge à savoir des enfants, adultes, des vieux et veilles, des veufs et des veuves. Néanmoins, ces catégories diffèrent par leurs effectifs.

Tableau n°2 : Effectifs par catégories

Catégories	Effectifs
Enfants	1027
Adultes	506
Vieux	56
Total	1589

Source : Tableau construit par l'auteur à base d'une enquête menée à Twuya, décembre 2005.

Ce tableau inclut des catégories allant de 0 à 18 ans pour les enfants, 19 à 50 ans pour les adultes et de 50 ans et plus pour la catégorie des personnes âgées. Dans ce site, on y observe des disparités hommes/femmes.

Dans la catégorie des enfants, sur un total de 1027 enfants enregistrés dans le site Twuya, on comptait 584 filles et 443 garçons dont l'âge variait entre 0 et 18 ans.

Dans celle des adultes, sur le total de 506 personnes, on comptait 287 femmes et 219 hommes dont l'âge est compris entre 19/50 ans au moment où dans la catégorie des personnes âgées, sur le total de 56 personnes, on dénombrait 35 femmes sur 21 hommes.

Tableau n°3 : Effectifs des habitants de Twuya par sexe.

Catégories	Effectifs	Sexe	
		Masculin	Féminin
Enfants	1027	443	584
Adultes	506	219	287
Vieux	46	21	35

Source : Tableau établi par nous-même sur base d'une enquête menée à TWUYA.

Ce tableau fait découvrir la prédominance du nombre des femmes sur celui des hommes. Cela étant essentiellement dû à la prédominance des naissances de beaucoup de filles par rapport aux garçons mais aussi à la mortalité qui s'est abattue en grande partie sur le sexe masculin surtout durant la crise ; ce qui nous fait remarquer l'accentuation des cas de veuvage. On y

enregistre 28 veuves et 20 veufs dont certains projetaient lors de notre passage au site de se marier. Le veuvage et le nombre élevé d'enfants montrent que dans ce site les gens se heurtent à un problème de prise en charge de ces personnes.

D. Accueil des déplacés par la population « locale »

La crise qui perdure a durement touché la population burundaise. Les populations déplacées ou celles restées sur les collines, ont subi le contre-coup de la guerre, chacun à sa façon. Les déplacés ont trouvé refuge dans la commune Mukike où ils ont été accueillis par la population locale.

a. Un accueil « fraternel » manifeste

La population déplacée a souffert de la guerre car, elle était obligée de tout laisser derrière elle pour sauver sa vie et mener une vie misérable dans les camps de fortune.

La population « *locale* » qui a accueilli ces déplacés n'a pas été épargnée elle aussi des méfaits de la crise elle devait user de tous leurs moyens pour soulager ces « malheureux ». Ils devaient utiliser leurs maigres ressources pour loger et donner à manger à ces sinistrés de guerre.

GAKWAYA Charles, agent de la commune à MUKIKE se souvient encore des conditions dans lesquelles ils organisaient le secours de ces gens :

> *« Quand les déplacés sont arrivés, nous avons eu beaucoup de problèmes car on n'avait pas où les loger et quoi les nourrir. Mais, par solidarité qu'on devait leur manifester, on essayait de partager le peu qu'on avait.*

Bien que les denrées disponibles étaient en petite quantité, on devait tout partager. Chacun parvenait à avoir une portion de nourriture. »[19]

Cette action louable ne pouvait pas se réaliser sans entraves car d'une part, la population ne s'était pas préparée à l'avance et d'autre part elle n'avait pas toujours les moyens pour faire face à cette urgence. Une telle situation ne pouvait ne pas engendrer des difficultés de divers ordres notamment celles liées à l'hébergement, à l'adaptation du nouveau mode de vie et d'autres difficultés qui nécessitaient une satisfaction immédiate.

b. Difficultés d'hébergement

Parmi les difficultés rencontrées par les déplacés, le problème de logement a été le plus crucial. Ces populations avaient pris fuite après avoir vu leurs maisons incendiées ou détruites. NGENDAHAYO Athanase nous le rappelle : « *En fuyant, nos maisons étaient détruites et d'autres incendiées* »[20]

Ces déplacés n'avaient plus où loger. Certains ont été accueillis par des parentés, d'autres par des gens de bonne volonté. Ceux qui n'avaient pas pu avoir un logement ont éte contraints de se transformer malgré eux en locataires.
Ils louaient des maisonnettes du marché de Kavovo à une somme comprise entre 3.000 et 5.000Fbu chacune. Ceux qui étaient dans l'impossibilité d'avoir le loyer mensuel devait accepter de donner l'équivalent en travail. Cette situation pouvait donner lieu à des abus en ce sens que le bailleur pouvait recourir à la spéculation.

---

[19] GAKWAYA , Charles, Enseignant à l'E.P. Mayuyu, 50 ans, décembre 2003.
[20] NGENDAHAYO , Athanase, déplacé du site Twuya, 46 ans, décembre, 2003.

NDIKUMANA du site Twuya nous en trace un tableau saillant : « *A cause du manque de logement, ceux qui le pouvaient ont cherché un loyer ici au marché de Kavovo. On payait 3000F.On devait chercher cet argent par tous les moyens. A défaut de le trouver, le propriétaire te montrait un travail à faire contre ces 3000F. Il pouvait te montrer un travail qui valait plus que ça et on était obligé de le faire à défaut de quoi on était chassé de la maison.* »[21]

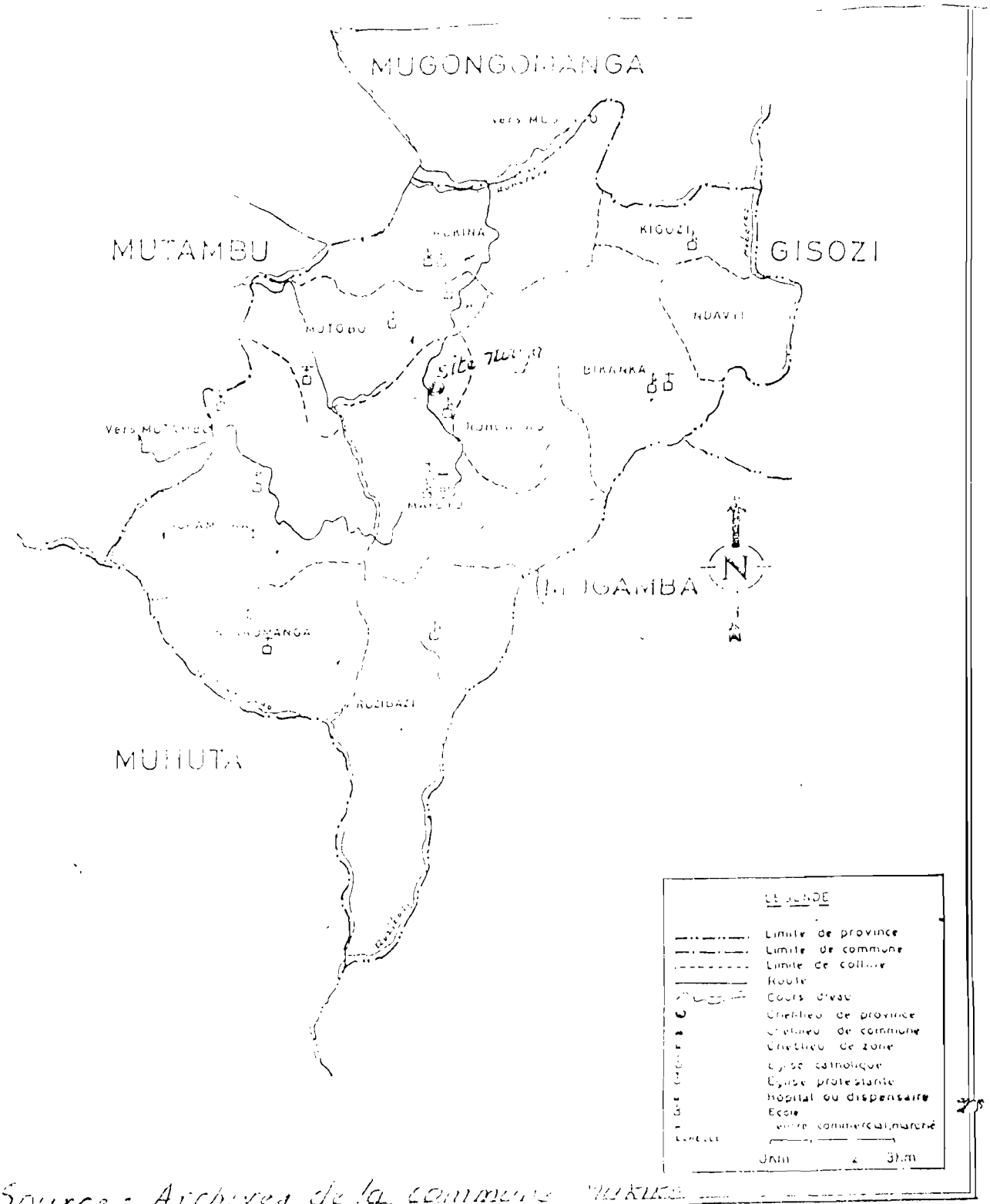
Soulignons que malgré tous ces efforts fournis, les déplacés ne parvenaient pas à avoir un logement décent, ce qui avait des implications graves sur leur état de santé.

c. Difficultés d'adaptation dans une nouvelle aire géographique.

De par leurs origines, les déplacés du site Twuya sont tous originaires de la région des contreforts (*mirwa)* où les réalités micro-climatiques diffèrent énormément de celles de la région de la crête. Ceci fait que ces déplacés qui n'avaient pas au départ de biens vestimentaires pour se protéger contre le froid étaient encore, par ce fait même dans une situation inconfortable.

[21] NDIKUMANA. déplacé de Twuya , cultivateur, 28 ans, décembre 2003

Carte de la commune Mukike



Source : Archives de la commune Mukike

A côté de ces difficultés, il importe de souligner les différences liées au régime alimentaire entre les deux régions précitées. Ces deux réalités vont être à la base des difficultés d'adaptation à cette nouvelle aire géographique dans laquelle ils étaient forcés de vivre.

1° Les difficultés climatiques

Implanté dans les hautes terres de la crête Congo- Nil, à une altitude de plus de 2670 m, le site Twuya fait face à un climat froid et une pluviométrie abondante de plus de 1400 mm qui engendrent une humidité durable. On sait que dans une telle région « *les brouillards fréquents le matin et les nuages après-midi, font que la nébulosité soit très élevée.* »[22]

Cette situation climatique a des conséquences néfastes sur la santé des déplacés qui étaient habitués à un climat doux des contreforts. Ils bénéficiaient du gradient de refroidissement élevé. Dans cette zone de Mirwa, « *pendant la journée, les brises ascendantes apportent l'air chauffé de la plaine et la nuit, les brises de montagnes se réchauffent en descendant.* »[23]

Les deux réalités climatiques nous montrent les difficultés rencontrées par les déplacés et ce, suite aux changements climatiques.

Cette situation se dégrade de plus en plus suite à la pauvreté qui règne dans le site. Logés dans des conditions déplorables sans vêtements chauds ni couvertures pour se protéger contre les intempéries climatiques, la plupart des déplacés est atteinte de maladies respiratoires.

---

[22] NDAYIRUKIYE. S. (sous la d r.), Géographie du Burundi , Paris, Hâtier, 1991, p.91

[23] *Ibidem.*

Selon l'infirmier titulaire du centre de Santé de MAYUYU où ces déplacés se font soigner : *« Les maladies qu'on soigne chez les déplacés sont pour la plupart des maladies respiratoires comme la grippe, la pneumonie et d'autres. »* [24]

Toutes ces maladies peuvent être chroniques et emporter des vies humaines car le centre de santé de Mayuyu manque de médicaments et même du personnel spécialisé dans l'administration des soins.

En outre, ces déplacés n'ont pas de moyens financiers pour se faire soigner dans les hôpitaux et centres de santé mieux nantis, ce qui rend encore ses conditions dramatiques et voire infra humaines.

2° Un régime alimentaire inhabituel

Des études antérieures ont montré qu'au Burundi *« La gamme des produits vivriers est relativement large au Burundi. Elle est la conséquence logique de la diversité des milieux bioclimatiques et des sols. »*[25]

Cette diversification des cultures suivant les climats nous laisse comprendre les différences des régimes alimentaires observés à travers tout le pays, chaque région privilégiant un régime alimentaire que ces habitants considèrent comme étant spécifique.

Le site de Twuya qui nous concerne est situé dans la région naturelle du Mugamba (sur la crête Congo-Nil) où le régime alimentaire diffère énormément de celui des Mirwa d'où sont originaires la plupart des déplacés. Ces gens doivent adopter de nouveaux comportements. Aussi, certaines cultures sont spécifiques à chacune de ces régions naturelles susmentionnées: la pomme de

[24] KABONEKA. Astère. Infirmier-Titulaire du centre de santé de Mayuyu, 38 ans, décembre 2003.

[25] NDAYIRUKIYE S., *op cit.* p.115.

terre, le blé, le petit pois pour le Mugamba, le manioc, la banane pour les Mirwa pour ne citer que quelques-unes. Or, il se peut que les déplacés soient obligés de vivre dans une région où les habitudes alimentaires diffèrent en quelque sorte de celles auxquelles ils étaient habitués. Manger des grains sec de maïs pour un habitant de la zone des contreforts n'est pas facile. On le fait parce qu'on ne peut pas faire autrement.

A cela, il faut ajouter le fait que les gens des Mirwa consomment souvent des produits de la pêche, situation que l'on ne retrouve pas souvent dans le Mugamba. Les familles qui accueillent ces déplacés ne peuvent pas fournir ces denrées à ces derniers. Les vivres distribués par les organisations caritatives sont constitués de grains de maïs, produit dont les gens des Mirwa ne connaissent pas les diverses préparations.

Le déplacement des populations des Mirwa vers la crête a causé un changement de régime alimentaire qui s'accompagne des difficultés qui sont surtout liés à des habitudes alimentaires. Habitués aux aliments tels que le manioc, le poisson, la viande et d'autres, les déplacés ont vu leur régime changer d'une façon brusque.

Confronté à des problèmes d'hygiène et obligé de consommer des produits inhabituels comme la pomme de terre, la courge, les grains de maïs, cette population a été atteinte de maladies surtout diarrhéiques conséquentes à ce changement brutal d'aliments. NZOSABA Rubben, déplacé de Twuya, le fait remarquer clairement : « *Quand je consomme la pâte de maïs, je suis pris de diarrhée jusque même à aller au dispensaire.* »[26]

---

[26] NZOSABA.Rubben.Déplacé de Twuya, cultivateur, 30 ans, décembre, 2003.

Aussi, des personnes tiennent malgré cette conjoncture à leurs habitudes alimentaires car elles prétendent que le nouveau régime leur causera des ennuis. Les personnes qui les hébergent ne savent plus que faire. NZOSABA Rubben fait remarquer que : « *Si on trouve de la nourriture, il y a ceux qui ne les consomment pas car ça leur cause des problèmes dans le ventre.*
Quant aux enfants, il y a des aliments qu'ils repoussent car s'ils ne trouvent pas de viande ou de poisson. Des fois, ils refusent même de manger. »[27]

Un autre problème non moins important qui était à la base des difficultés liées au régime alimentaire est celui des aides distribuées qui ne cadrent pas souvent avec les habitudes alimentaires de ces gens.

Les distributions des denrées alimentaires avaient lieu à Mayuyu une fois par semaine, c'est-à-dire qu'on donnait aux déplacés des aliments qui devaient durer une semaine. Chaque famille recevait 5 kg de maïs, 5kg de haricot, 125g de l'huile (U.S.A), 50g de sel par personne et ce pour ces 7jours. Les produits comme les grains de maïs n'entraient pas dans les régimes alimentaires de ces « *habo* » , raison pour laquelle ils les vendaient souvent à raison de 1500FR par sac de 50 kg. Ils pouvaient ainsi avoir un peu d'argent pour s'acheter du poisson, de la pâte de manioc et d'autres produits auxquels ils sont habitués. Ce prix est dérisoire si on le compare aux prix pratiqués sur les marchés. Mais les déplacés ne pouvaient faire autrement.

Mais, il convient de souligner que les conditions de vie menées dans ce site étaient très misérables. C'est cet aspect qui fera l'objet du chapitre qui va suivre.

---

[27] NZOSABA, Rubben, Déplacé de Twuta, cultivateur, 30 ans, décembre, 2003.

CHAPITRE II. DES CONDITIONS DE VIE TRES DURES

Le déplacement des populations vers les sites était une situation dure. C'était un fait social dégradant pour la personne humaine. Elle la réduisait au rang d'un mendiant car dépourvue de tout soutien tant moral que matériel. Elle était obligée de quémander au moment où ses biens et ses supports de la vie qui n'avaient pas été détruits ou pillés profitaient à d'autres personnes qui l'avaient chassée.

Certes, ces déplacés ont pu sauver leur vie, évitant de justesse des exécutions sommaires, fuyant jusque dans des zones dites sécurisées où ils ont construit des abris de fortune.

Le site de Twuya dont il est question dans le présent travail est peuplé de personnes confrontées à beaucoup de difficultés quotidiennes de la vie.

En outre, la persistance de la crise a eu pour conséquence la désorganisation des activités principales de la population dont la principale est représentée par l'agriculture. Les paysans burundais qui avaient atteint en 1990 l'autosuffisance alimentaire tombèrent d'un coup sous la dépendance et l'assistance humanitaires.

A. Manque criant des besoins fondamentaux

La population déplacée de Twuya connaît des difficultés de survie surtout celles liées à l'alimentation, au logement, à l'habillement et aux soins de santé.

1. Des dures conditions de logement

La crise de 1993 s'est accompagnée d'une série de destructions de toute nature. Les destructions ont eu pour effet premier la fuite des populations, provoquant des milliers de sans-abri. Cette situation a perduré jusqu'en 1998, année au cours de laquelle on a commencé à construire des maisons de fortune pour ces sinistrés.

Malgré cet effort fourni qui visait la satisfaction des déplacés en logements, ces derniers ne verront leurs conditions améliorées que dans une moindre mesure, car la construction de ces maisons n'a pas été effective pour tous, seules certaines familles ont pu être servies et ce, à cause du manque de tôles qui n'ont pas pu être disponibilisées.

Ainsi, une vingtaine de maisons sont restées en chantier à Twuya jusqu'en 2003. A cela, il faut ajouter l'exiguïté des maisons construites, situation qui résultait de la petite quantité de tôles galvanisées que l'on distribuait par ménage. 21 tôles sont insuffisantes pour couvrir une grande maison dont avait besoin une grande famille. Ainsi, la vie familiale était désorganisée.

Pour lutter contre les intempéries, les bénéficiaires des maisons hébergeaient tant bien que mal ceux qui ne trouvaient pas d'abris. Des marques de solidarité ont été manifestées durant ces moments difficiles même si les infrastructures ne s'y apprêtaient pas.

Bucumi, déplacé de Twuya nous en parle dans ces termes :

« Les maisons qu'on nous a construit ne sont pas suffisantes car ils y a ceux qui n'ont pas eu de tôles. Leurs maisons ne sont pas couvertes jusqu'à présent. A côté de cela, nous avons aussi des

problèmes de couchage où nous sommes obligés de coucher sur une même natte étant à 5 ou à 6. Le manque de couverture fait que les enfants par exemple partagent un seul pagne de leur mère à deux ou trois»[28].

Malgré cette entraide des déplacés, le problème de l'exiguïté reste une entrave grave et entraîne une dégradation de la salubrité des maisons.

En outre, si les tôles distribuées ont été insuffisantes pour couvrir les maisons des déplacés, c'est parce que leur distribution a été mal faite. Selon le même Bucumi, déplacé de Twuya :

« *Nous avons eu des problèmes mais on nous a donné des tôles par après. Mais, même si on les donnait, les chefs des sites enregistraient leurs amis non déplacés ou ils demandaient de l'argent avant de mettre quelqu'un sur la liste de distribution»*[29].

Cette situation explique pourquoi les 20 maisons de Twuya n'ont pas été achevées. Aussi, il fallait payer les frais d'enregistrement. Celui ou celle qui n'avait pas payé ces frais ne pouvant pas figurer sur la liste des bénéficiaires de la toiture. Les chefs de sites ont beaucoup exploité cette situation pour avoir de l'argent alors que les supposés véritables bénéficiaires étaient dans le dénuement total.

Aussi, les vieilles personnes à bout de force physique pour se construire des maisons se voyaient privées de cette aide qui leur était si nécessaire voire vitale. La corruption a ainsi privé de matériel de construction des personnes qui en éprouvaient un grand besoin.

---

[28] BUCUMI. Déplacé de Twuva. cultivateur. 29 ans. déc.2003.

[29] BUCUMI. Déplacé de Twuya. cultivateur. 29 ans. décembre 2003.

Ces derniers durent demander d'être hébergées par leurs voisins, ce qui fut un handicap majeur de leur épanouissement dans leur vie familiale.

2. Amenuisement des capacités de production

Les déplacés du site de Twuya sont des agriculteurs qui ne vivaient qu'essentiellement de ce secteur primaire. Chassés de leurs terres et de leurs habitations, ils se retrouvent dans des endroits où ils sont démunis de tout. Ils n'ont aucune ressource : il y a manque de terres et quand ils parviennent à avoir des parcelles à cultiver, il leur manque des semences. C'est ce cercle vicieux qui va caractériser leur vie paysanne.

a. Manque de terres cultivables

Il a été remarqué que le Burundi est un pays qui vit essentiellement de l'agriculture et de l'élevage. Sa population est d'ailleurs très attachée à la terre natale, mais la crise de 1993 a provoqué une fracture sociale dont les conséquences soient que des gens ont été forcés de quitter leurs propriétés.

Cet abandon forcé de terres a eu des conséquences sur la vie du déplacé. Celui-ci n'avait plus de terre à cultiver. C'est une situation qu'il endure depuis une dizaine d'années. Ceux qui le pouvaient devaient louer des parcelles pour un montant de 10.000FBU La durée de location était saisonnière. Cela revient à dire qu'on devait payer les 10.000FBU pour une seule récolte. Soulignons que ce montant était pré-payé.

Quand ils ne parvenaient pas à payer le montant convenu, ils étaient purement et simplement chassés sans autre forme de procès. On doit avoir à l'esprit que ceux qui n'avaient pas d'argent pour la location, devaient se transformer en « métayers » et entretenaient en échange de la parcelle leur

prêtée, la propriété de leurs « nouveaux maîtres ». Cela fait remarquer la situation de dépendance dans laquelle étaient placées ces personnes qui, il y a quelques temps étaient propriétaires fonciers, mais cette fois-ci, ils étaient devenus des « paysans sans terres ».

Selon BUCUMI : *« Nous trouvons où cultiver mais moyennant de l'argent. Si on n'a pas d'argent, on doit cultiver pour le propriétaire un terrain d'une superficie équivalente à celle qu'on t'a donné »*[30]

Ce problème de terres arables est aussi lié à celui du manque de matériel aratoire : les déplacés n'ont pas de houes pour cultiver les terrains reçus, ni de serpettes pour défricher. Pour satisfaire ce besoin, les déplacés doivent emprunter du matériel chez leurs voisins. Ce qui ne peut se faire sans entrave car ceux-ci en ont besoin eux aussi. Ce fait de se prêter le matériel justifie des retards enregistrés dans les travaux agricoles. Les propos de NIYUNGEKO sont très clairs à ce sujet:

> *« Quand nous trouvons des terres à cultiver, nous manquons du matériel aratoire comme les houes et les serpettes. Nous sommes alors obligés d'emprunter chez les voisins. Mais, comme ils en ont aussi besoin, il arrive des cas où on ne le trouve pas. Dans ce cas, on doit attendre sa disponibilité. Ce qui, quelques fois entraîne un petit retard au niveau du semis. »*[31]

Malgré toutes ces difficultés, les déplacés de Twuya entretiennent de petits champs de superficies variables plantés de maïs, de pommes de terre et surtout de blé. Néanmoins, l'exiguïté des superficies ne permet pas de grande quantité de produits récoltés sur ces parcelles.

---

[30] NIYUNGEKO .A,déplacé de Twuya, cultivateur, 43 ans, décembre, 2003

[31] BUCUMI, déplacé de Twuya, cultivatrice, 36 ans, décembre 2003.

b) Manque de semence et d'intrants agricoles

Nous avons déjà noté plus haut que les déplacés manquaient des terres à cultiver. Ceux qui parvenaient à en avoir se heurtaient au manque des semences et d'engrais, ce qui faisait que la production soit mauvaise, « *le sol du Mugamba étant ingrat* » si on en croit les propos de NTARIMA Salvator[32].

Selon BURAKEYE, déplacé habitant à Twuya, ce problème était grave car il avait des conséquences dramatiques sur la production. Les solutions de rechange n'étaient pas faciles. « *Même si on trouve du terrain à cultiver, on manque des semences et d'engrais. Dans ce cas, on ne peut pas récolter car si on n'a pas de vaches ou si on n'achète pas d'engrais, rien ne peut pousser dans les champs.* »[33]

Pour faire face à ce problème, les déplacés utilisent la fumure légère à l'aide des compostières. La plupart utilisent les déchets constitués des restes des aliments consommés dans les familles, d'herbes vertes enfouies dans ces compostières : d'autres encore sont obligés de sillonner les montagnes sur lesquelles les vaches broutent pour ramasser la bouse laissée par ces dernières dans les pâturages. NTAVYOHANYUMA, déplacé de Twuya rapporte que

> « *pour fumer les champs, on utilise des déchets ménagers, les herbes qu'on met dans les compostières que nous avons constituées et aussi, d'autres vont ramasser la bouse laissée par les vaches dans les pâturages. Dans ce cas, on a de l'espoir qu'on pourra récolter.* »[34]

---

[32] NTARIMA, S, *Les relations socio-économiques entre l'Imbo et le Mugamba : fin du XIXème siècle –1962* Mémoire, U.B. FLSH, 1988.
[33] BURAKEYE, déplacé de Twuya, cultivateur , 34 ans, janvier.2003.
[34] NTAVYOHANYUMA, déplacé de Twuya, cultivatrice, 46 ans, décembre 2004.

Le problème est criant pour une population qui doit vivre de l'agriculture essentiellement. La pauvreté qui règne dans ce site ne leur permet pas de s'acheter des semences et des fertilisants. Le bétail étant continuellement détruit depuis le début de la guerre et les cultures volées sans répit, la population ne peut récolter à la fois pour la consommation et pour les semences de la raison prochaine. Les réserves étaient impossibles à constituer, raison pour laquelle certains de ces déplacés attendent des semences données par les bienfaiteurs. Selon NTAVYOHANYUMA , « *les récoltes que nous obtenons ne peuvent pas suffire pour la consommation et pour les semences. Tout ce qu'on récolte est entièrement consommé et quand la saison culturale arrive, on manque de semence et on est obligé d'attendre les aides des donateurs.* »[35]

Mais, quelquefois, ces derniers enregistrent des retards dans l'octroi de cette aide, ce qui perturbe le respect des saisons culturales. Aussi, des produits distribués ne sont pas bien indiqués pour être des semences.

Des fois, les distributions interviennent pendant des périodes où ces gens n'ont rien à manger, ce qui fait que ces produits donnés sont vite consommés ou vendus afin de se procurer de l'argent devant être utilisé pour l'achat d'autres vivres. Selon NIYUNGEKO, « *les aides de semences qu'on nous donne arrivent tardivement au moment où nous ne pouvons pas semer. Dans ce cas, puisqu'on a rien à manger, on les consomme ou on les vend. Aussi, les semences qu'on nous donne, ne peuvent pas pousser si on les sème. C'est pour cette raison qu'on est obligé de les consommer.* »[36]

---

[35] NIYUNGEKO, déplacée de Twiva, Cultivatrice, 35 ans, décembre 2003
[36] NTAVYOHANYUMA, *op.cit.*

c. Paupérisation générale des déplacés : abandon d'activités génératrices de revenus

Tous les secteurs de la vie nationale ont été frappés de plein fouet par la crise que connaît le Burundi depuis le 21 octobre 1993. La société burundaise a connu, pour reprendre l'expression de J.P. CHRETIEN et Melchior MUKURI «une fracture identitaire »[37] qui a des conséquences néfastes et multiformes[38].

La vie économique s'est caractérisée par un délabrement totale de tous les supports de l'économie. Les déplacés du site Twuya sont dans le dénuement total. Leurs biens et bétail (gros et petit) ont été pillés. Dans le site, ils supportent difficilement cet état qui les a transformés en véritables dépendants, voire en de vrais mendiants.

Avant la crise, l'agriculture leur procurait l'essentiel des ressources dont ils avaient besoin. Cette activité primaire les occupait pour une bonne partie de l'année mais dans leur nouvel état, ils sont désœuvrés par manque d'occupation. Ils ne peuvent pas vaquer non plus à leurs activités artisanales car d'une part, leurs instruments ont été pillés et d'autre part, la peur de voir leurs outils être volés encore, les hante toujours. Pour NGENDAHAYO Athanase, « *Beaucoup d'activités ont été abandonnées à cause des vols intenses. Pour ne pas se créer des ennuis, on devait laisser ces travaux car si on a rien, personne ne pouvait t'arrêter pour te tuer* »[39].

Ces vols étaient pratiqués par des jeunes gens armés qui opéraient le jour sur les sentiers menant vers les marchés et la nuit dans les maisons des hommes.

---

[37] CHRETIEN, J. et MUKURI, M., *La fracture identitaire. Logiques de violence et certitudes « ethniques » 1993-1996*, Paris, Karthala, 2002.
[38] NGENDAHAYO, Athanase, Déplacé de Twuya , 42 ans, décembre 2003.
[39] NGENDAHAYO, Athanase, Déplacé de Twuya, 42 ans, décembre 2003.

Ce climat d'insécurité entretenait une panique permanente au sein de toute la population. Toujours, est-il que ces vols décourageaient toute personne qui voulait poursuivre ce genre d'activités. Des gens ont dû prendre des mesures afin de faire face à cette situation. Parmi les solutions préconisées, on a observé l'organisation des rondes diurnes et nocturnes. Les voleurs attrapés étaient battus et conduits à la brigade de Jenda pour interrogatoire.
La plupart de ces malfaiteurs a été emprisonné.

Mais le réseau de voleur n'a pas été totalement démantelé : on a assisté à une reprise de criminalité car des gens pouvaient être tuées en cours de routes après être dépouillés de leurs biens. Cet état d'insécurité est dû surtout au manque de capitaux et à l'instabilité croissante qui ont provoqué le désœuvrement de ces déplacés et partant leur paupérisation.

B. Précarité des soins de santé

L'on sait déjà que la santé des Burundais connaît des problèmes, celle des déplacés est très précaire. Ceux-ci ont un genre de vie aux conditions déplorables et sont atteints de maladies de toutes sortes (épidémiques, carentiels). Dans le site Twuya, les maladies les plus fréquentes sont essentiellement les maladies respiratoires et celles liées au manque d'hygiène. Selon le responsable du centre de santé de Mayuyu « *Les maladies respiratoires sont la grippe, la tuberculose, la pneumonie. Quant à celles liées à la propreté, on a les vers intestinaux, la dysenterie, le choléra, « sutama » et d'autres* »[40].

A ces maladies déjà citées, il faut mentionner celles qui sont provoquées par la malnutrition le kwashiorkor notamment.

[40] KABONEKA A. Infirmière-Titulaire du centre de santé de Muyuyu. 35 ans. décembre 2003

Les conditions dans lesquelles vivent ces gens favorisent la contamination de ces maladies. En outre, ces gens se heurtent au problème du manque des services de santé qui soient à leur disposition. En effet, le seul centre de santé qui soit proche des déplacés est celui de Mayuyu. Celui-ci ne dispose pas de grande capacité d'accueil. Pire encore, ce centre ne dispose pas régulièrement de médicaments essentiels. La population se heurte aussi au manque de frais de soins de santé. Pour NIYUNGEKO :

> « *Nous ne trouvons pas de médicaments suffisants. Nous avons des problèmes car nous ne pouvons pas trouver de l'argent pour nous faire soigner. Quand on arrive à l'hôpital, on nous demande beaucoup d'argent qu'on n'a pas et celui qui en manque peut mourir. Par exemple, mon enfant est mort à cause du manque d'argent pour son hospitalisation* »[41].

Devant ces difficultés, les déplacés qui sont incapables d'avoir les moyens nécessaires pour se faire soigner recourent aux guérisseurs traditionnels. Ceux-ci ne manquent pas d'exploiter ces gens comme l'affirme NIYUNGEKO :

« *Ceux qui ne peuvent pas trouver l'argent pour se faire soigner recourent aux guérisseurs. Ceux-ci sont payés en argent ou en travail. Quand il te soigne, tu lui paies de l'argent suivant la gravité de la maladie. Les frais à payer varient entre 5.000FBU et 10.000FBU. Ou bien, si tu n'en trouves pas, tu travailles chez lui jusqu'à l'épuisement de ta dette. Néanmoins, la plupart finissent par mourir de leurs maladies*»[42].

Cet état de fait est la conséquence de l'ignorance des déplacés d'une part et de ces guérisseurs de l'autre, ces derniers soignent très souvent des maladies

---

[41] NIYUNGEKO, déplacée de Twuva, cultivatrice, 35 ans, décembre 2003
[42] Idem

qu'ils ne connaissent pas et ne sont pas techniquement outillés pour bien mener le diagnostic.

C. Amenuisement des capacités éducatives

Comme nous l'avons déjà souligné, les déplacés vivaient dans des dures conditions. Ils avaient des problèmes pour bien éduquer leurs enfants, ils étaient dans l'impossibilité, comme l'écrivait Jean Damascène NDAYAMBAJE, d'introduire l'enfant dans les cadres de la vie de la société, de lui faire connaître les valeurs positives de la société, de lui apprendre un métier ou de lui préparer à une profession[43].

Cet idéal de l'éducation traditionnelle a été cassé avec l'éclatement de la guerre. L'organisation sociale s'est disloquée et l'éducation en a souffert car chacun étant préoccupé de sa survie. L'éducation formelle a été perturbée. Il y a eu même au niveau national, une régression de la scolarisation des enfants, comme le constatait le Ministère de la Réinsertion et la Réinstallation des déplacés et des Rapatriés :

> *« Depuis 1993, le système éducatif a été durement frappé. Le taux brut de participation de l'enseignement primaire a par exemple diminué de 72% en 1992/1993 à 61,5% en 1998/1999. durant la même période le taux net de scolarisation à l'enseignement primaire est passé de 52% à 37%»*[44].

La guerre a eu un impact très négatif sur le système éducatif.

---

[43] J.D. NDAYAMBAJE . *Rapports entre l'éducation et l'emploi en Afrique noire : Rôle et responsabilités d'une politique éducative adéquate et fonctionnelle*, Friburg. Ed. Saint Paul. 1983.

[44] R.B. MRRDR. *La réinsertion socio-économique des sinistres intérieurs présentée par le MCAC*. Bujumbura. septembre 2000. p.4.

a) La perte du contrôle des parents sur leurs enfants

Comme le souligne KAGIMBI Daniel, la crise de 1993 a provoqué la dislocation des familles et le déchirement du tissu social où l'enfant était perçu non comme un individu isolé, mais un membre de toute la communauté à laquelle il appartenait[45].

Les enfants des sites sont des laissés pour compte, ils ne sont plus encadrés. Le milieu dans lequel ils vivent ne leur permet de jouir de tous les soins sociaux. Certains enfants, ayant perdu leurs parents, étaient devenus des orphelins, ne pouvant pas obtenir la satisfaction de leurs besoins fondamentaux. Cette insatisfaction a eu des effets néfastes sur la vie des enfants dans la société. La première manifestation de cette crise de l'éducation est la rébellion des enfants contre l'autorité parentale.

D'après NINTERETSE, *« Quand on ne donne pas à l'enfant ce dont il a besoin, tu n'as rien à dire devant lui car à ses yeux, tu ne vaux rien. Dans ce cas, il essaie dè trouver ce dont il a besoin par tous les moyens. »*[46]

Cet état de pauvreté des enfants déplacés et surtout de leurs familles est à la base des conflits qui naissent entre les enfants et leurs parents et qui dégénèrent en une séparation entre les enfants et leurs familles. Des enfants ont dû quitter leurs familles pour vivre ailleurs comme à Bujumbura où ils vont chercher du travail.

Ces conditions de vie sont à l'origine de la mendicité qu'on observe de plus en plus autour du site, les enfants allant tendre la main aux passants surtout les jours de marchés. Il y en a qui y sont encouragés par leurs parents : BUTOYI Jacques nous en parle dans ces propos :

---

[45] D. KAGIMBI, Répercussion de la crise d'octobre 1993 sur l'autorité parentale : Approche psycho-sociologique, Mémoire, U.B, FPSE, 1997.

[46] NINTERETSE, déplacé de Twuya, cultivateur, 36 ans, décembre 2003.

« A cause de la pauvreté croissante dans les familles, beaucoup d'enfants mendient en demandant de l'argent aux passants surtout les jours de marché. L'argent que l'enfant trouve sert pour acheter des aliments pour la famille. Alors dans ce cas, les parents y encouragent leurs enfants. Mais ce ne sont pas tous les parents ! »[47]

Cette situation est un handicap pour le développement des enfants qui, au lieu de s'atteler aux activités préparant leur avenir, sont bloqués par leur pauvreté. En outre, les enfants se livrent parfois à la violence ou font des travaux qui dépassent leurs capacités. Cela se manifeste au moment où ces enfants se livrent au déchargement ou au chargement des camions transportant des produits commerciaux divers. Selon BUTOYI: *« Des enfants acceptent de charger ou de décharger des camions de bière, de sorgho, de sacs de pommes de terre ou à transporter des bagages très lourds pour une somme dérisoire. On utilise ces enfants parce qu'on leur donne peu d'argent. »*[48]

Tous ces faits sociaux font que les enfants deviennent des délinquants, leur éducation en pâtit. Les parents sont incapables de faire face à ces déviations qui sont dangereuses pour la vie de leurs enfants. Se lamentant de son enfant devenu délinquant, NGENDAHAYO Athanase affirme que : *« Quand un enfant quémande de l'argent et qu'il en reçoit, il est difficile de le redresser. »*[49]

Cette incapacité de suivre de près l'éducation des enfants a des retombées néfastes : la délinquance observée dans le site, la débauche, les grossesses non désirées, la consommation des stupéfiants et d'autres maux. Les

[47] BUTOYI, Jacques, déplacé de TWUYA, cultivateur, 25 ans, déc.2003.
[48] BUTOYI, Jacques, déplacé de TWUYA, cultivateur, 25 ans, déc.2003.
[49] SINDABAKWIRA, déplacé de Twuya, 28 ans, décembre 2003.

parents assistent impuissants à ces phénomènes et ne trouvent pas de solutions efficaces à ces fléaux. SINDABAKWIRA nous affirme que :

> *« tous les genres de mauvais comportements sont observés dans ce site de TWUYA. Il y a la débauche, les grossesses non désirées, la consommation du chanvre et d'autres mauvaises conduites. Mon enfant a commencé à fumer du chanvre pour pouvoir faire des travaux durs comme le transport des sacs de pommes de terre très lourds. Après, il est parti en compagnie des militaires et je ne sais pas où il est jusqu'à présent. »*

En somme, la pauvreté qui règne dans le site TWUYA fait que les parents perdent le droit de regard sur leurs enfants car ne pouvant pas satisfaire à leurs besoins. C'est pour cela que la plupart d'entre eux adoptent ces conduites qui frustrent leurs familles jusque même à la séparation totale entre parents et enfants. Soulignons que les mêmes mauvais comportements peuvent s'observer chez les personnes adultes comme le souligne NGAYIMPENDA Evariste : *« (...) enfin, des conditions de vie dans les camps entraînent une augmentation de proportions de fausses couches, des avortements, ainsi qu'une réduction du nombre de conceptions.*

> *La femme restée seule autant que celle restée avec son mari subissent toutes les méfaits de mauvaises conditions alimentaires et sanitaires de cette crise. »*[50]

Dans ce cas, on remarque que le manque de bon exemple peut être à la base des mauvais comportements qu'on observe chez les jeunes du site.

---

[50] NGAYIMBENDA Evariste. « Crise socio-politique et destruction des ménages au Burundi ». in *Cahiers démographiques du Burundi* n°13, 1999, p.29-30.

b. Le problème de scolarisation des enfants

La scolarisation des enfants sinistrés de TWUYA est minée par de nombreux obstacles surtout ceux liés à la pauvreté croissante dans les familles déplacées. Dans ce site, la scolarisation des enfants est confrontée à des problèmes divers :

Certains enfants étudient de manière irrégulière, d'autres préfèrent abandonner les études, d'autres encore n'acceptent pas d'y aller. Les raisons qui sont à l'origine de ces différents comportements sont multiples.

1° Problèmes de frais scolaires

La dévaluation sans cesse croissante de la monnaie burundaise s'est progressivement accompagnée de l'augmentation des prix de la scolarisation du primaire au secondaire, allant de 3000 F avant le début de la crise à 8000 F aujourd'hui pour le secondaire et de 300 F à 1500 F pour le primaire. Aussi, les élèves et les écoliers doivent payer le minerval, mais les déplacés ne peuvent pas trouver facilement ces moyens financiers.

Ces frais de scolarisation ont fait que certains élèves abandonnent l'école. Si on tient compte des informations données par le Directeur de la seule école primaire de MAYUYU, 15 écoliers ont dû abandonner leurs études au cours de l'année scolaire 2002-2003.

Certains ont abandonné parce que la vie qu'ils menaient était trop dure et sont allés chercher comment gagner la vie ailleurs. C'est pourquoi certains se faisaient enrôler dans l'armée ; de cette façon, ils avaient un métier qui leur

procurait de l'argent pour la satisfaction de leurs besoins et ceux de leurs familles.

De nombreux abandons ont eu lieu depuis l'année 2002, année au cours de laquelle le gouvernement du Burundi a confié la scolarisation des élèves et écoliers indigents à la commune et aux collectivités locales. Voulant réduire le nombre d'indigents à prendre en charge, la commune devait sélectionner les vrais des faux indigents.

Cette pratique a fait qu'il y ait eu des élèves qui soient exclus de la liste des enfants incapables de se prendre en charge pour étudier. Ces enfants ne bénéficiaient plus ni du soutien du gouvernement, ni celui des collectivités communales.

2° Manque du matériel scolaire

A ce problème du manque de frais scolaires, d'autres problèmes handicapent la scolarisation des enfants notamment le manque du matériel scolaire tels les cahiers, stylos, uniformes. Ces problèmes surgissent durant les premiers jours de la rentrée scolaire. Certaines organisations internationales dont l'UNICEF essaient d'octroyer du matériel aux écoliers. Ce matériel reste toujours insuffisant. Aussi, le retard enregistré dans leur distribution occasionne des difficultés pour les bénéficiaires qui attendent ces aides les bras croisés et parfois jusqu'au deuxième voire au début du troisième trimestre de l'année scolaire.

NDAHAYIBONA regrette l'incertitude dans laquelle les enfants étudient *« le matériel nous est donné par les bienfaiteurs comme l'UNICEF quelquefois. Mais, il y a des cas où on nous les donne vers la fin de l'année. »*[51]

[51] NDAHAYIBONA, Egide, élève, 20 ans, décembre 2003

Une telle situation est déplorable et ne contribue pas à honorer cette organisation internationale.

Les parents font tout leur possible pour équiper les enfants mais ils sont limités par leurs conditions socio-économiques dans lesquelles ils vivent. L'enfant se contente du peu qu'il a et va à l'école dans l'attente des aides : « *Quand on ne nous donne pas de cahiers, les parents achètent deux ou trois cahiers et on va à l'école.* »[52]

A côté de ce problème de matériel, il survient dans ce site un autre lié à l'habillement et à l'alimentation. Les enfants n'ont pas suffisamment à manger et ne peuvent pas aller à l'école tous les jours. Les jours de marché, ces enfants, au lieu d'aller à l'école préfèrent travailler comme transporteurs de bagages et reçoivent en retour un peu d'argent qu'ils utilisent pour acheter de la nourriture dans des petits restaurants environnants le marché. Le témoignage de ce parent nous relate ce phénomène : «*Le jour de marché, il y a des enfants qui ne vont pas à l'école et qui travaillent comme transporteurs. Il y a ceux mêmes qui aident les propriétaires des restaurants à servir les clients ou à griller de la viande.* »[53]

Tous ces comportements affichés sont la conséquence de la pauvreté qui s'observe dans ce site de TWUYA.

---

[52] Idem

[53] SAKUBU, déplacé de TWUYA, cultivateur, 50 ans, décembre.2003.

D. Relations entre déplacés, entourage et région d'origine

1. Relation entre déplacés et entourage

Aussitôt établis dans le site, les déplacés de TWUYA ont pu nouer avec leur entourage des relations de bon voisinage qui se traduisent par diverses actions.

La première de ces relations se traduit par l'accueil fraternel dont ont fait objet ces derniers. L'esprit de vouloir compatir à la misère de leurs compatriotes a fait que les populations vivant près du site fassent leurs les problèmes que rencontraient ces déplacés. Des actions concrètes ont été posées pour venir à la rescousse de ces derniers. BARAKAMFITIYE nous le révèle sans ombrages : *« Quand nous sommes arrivés, on nous a accueilli comme des frères. On nous a logé et nourri. Aussi, on nous a donné des parcelles à cultiver. »*[54]

Cette charité manifestée pour ces déplacés a été faite à plusieurs reprises. Par ailleurs, le long séjour de ces déplacés a fait que des relations de bon voisinage se cimentent par des échanges qui s'opèrent entre les deux parties. Le même BARAKAMFITIYE témoigne : *« A part qu'on nous donne des terres à cultiver, nous nous entraidons dans certaines circonstances que ce soient heureuses ou malheureuses. Même durant les fêtes, on apporte des cruches de bière et on partage tout. »*[55]

Mis à part les échanges courants de biens de consommation et l'octroi de terres cultivables, il y a aussi les échanges matrimoniaux où on observe des mariages entre les jeunes déplacés et ceux de l'entourage. GAKWAYA Charles le rappelle dans ces termes:

---

[54] BARAKAMFITIYE, déplacé de TWUYA, cultivateur, 43 ans, décembre.2003.
[55] BARAKAMFITIYE, déplacé de Twuya, 43 ans, décembre 2003.

« Les relations que nous entretenons avec les déplacés sont très bonnes. On pratique des échanges de biens matériels d'utilisation courante mais aussi des échanges matrimoniaux où les filles déplacées sont mariées ici chez nous pour la plupart. Aussi, les garçons déplacés marient nos filles sans problèmes. »[56]

Tous ces échanges sont le signe révélateur des relations saines de bon voisinage, ce qui renforce encore une fois de plus les liens fraternels qui existent entre les deux parties.

2. Relations déplacées - Région d'origine

Bien que la guerre ait provoqué le déchirement du tissu social qui avait causé la radicalisation de la haine interethnique, la suspension des échanges entre régions, la chasse à l'homme et la peur de l'autre, des relations caractérisées par des actions de rapprochement timides se font observer au fur et à mesure que les jours passent.

Le retour des déplacés dans leurs propriétés pour cultiver, des visites qui se font entre les déplacés et les personnes restées sur leurs collines sont des éléments révélateurs de l'amélioration des relations entre ces gens. Le témoignage de SAKUBU en dit long à ce sujet:

« Maintenant, nous entretenons des relations avec ceux qui sont restés sur les collines car ils viennent nous voir et nous allons les visiter à notre tour. Ils cultivent nos propriétés et on partage la récolte. Nous voyons que la

[56] GAKWAYA, Charles, *op.cit.*

paix peut revenir et que nous pouvons retourner chez nous. »[57]

Quelques actions de rapprochement sont amorcées pour renforcer ces relations et vaincre la peur réciproque entre les deux catégories. Ces actions se traduisent notamment par des rencontres qui réunissent les déplacés du site TWUYA et les gens restées dans leurs propriétés pour échanger les idées sur la sécurité et la cohabitation mutuelle.

A cela, il faut ajouter le retour timide dans leurs champs où les déplacés se rendent pour cultiver le jour quitte à rentrer le soir. Les propriétés des déplacés situées loin du site sont exploitées par des gens restés sur les collines mais, ils doivent partager les récoltes avec les propriétaires.

Bien que ces lueurs d'espoirs se font remarquer chez certaines personnes déplacées, elles restent controversées pour d'autres qui ne sont pas à mesure de cultiver leurs terres car elles sont regardées d'un mauvais œil par leurs anciens voisins. Cette suspicion qui s'observe fait que ces déplacés restent pessimistes et ne pensent pas que le retour dans leurs propriétés n'aura pas lieu dans un proche avenir.

Globalement, on assiste à une amélioration des relations entre les déplacés et ceux qui sont restés sur les collines. Les relations saines qui se manifestent entre la grande partie des déplacés et leurs anciens voisins donnent l'espoir d'une cohabitation pacifique prochaine entre les deux parties, les différentes rencontres contribuant au rapprochement entre individus.

[57] SAKUBU, déplacé de Twuya, cultivateur, 50 ans, janvier 2004

3. Solidarité entre déplacés

La crise a détruit le tissu social, désorganisé la vie nationale sur tous les plans. Les déplacés ont adopté une nouvelle façon de vivre. Les valeurs d'entraide et de solidarité vont se manifester dans leur milieu de vie.

La satisfaction des besoins quotidiens étant problématique pour la population déplacée, elle suscite une certaine complémentarité des familles car celles-ci sont obligées de faire des échanges entre elles des produits tels le sel, le savon, et d'autres articles d'usage courant.

Cette solidarité se manifeste aussi au niveau du soutien accordé aux personnes en danger et de la création d'une caisse d'entraide mutuelle « DUFASHANYE ». Les fonds de cette dernière sont utilisés pour inhumer les personnes décédées et pour soutenir les familles qui sont les plus démunies. En outre, les déplacés s'organisent pour travailler en commun et s'entraident dans l'éducation des enfants. Si des actions de solidarité sont menées, il reste non moins vrai que des situations conflictuelles surgissent dans ce milieu mais elles sont d'une petite ampleur. Ce genre de situation se fait remarquer quand des enfants se battent et qu'ils se fassent des blessures ou qu'ils causent des dégâts, ou qu'ils volent dans les maisons voisines. Dans ce cas, des querelles peuvent survenir entre les familles.

Les déplacés eux-mêmes s'impliquent activement dans la réconciliation des deux parties. NTUKAMAZINA P. rappelle que : *« Quand il survient un tel conflit entre les déplacés, l'affaire est vite réglée et on leur fait s'entendre et s'il y a un fautif, il demande pardon et on les réconcilie très rapidement. »*[58]

[58] NTUKAMAZINA . Paul, déplacé de TWUYA, cultivateur, 49ans, enquête faite par l'auteur, décembre2003.

Les déplacés connaissent des difficultés énormes qui font que la vie qu'ils mènent dans le site soit intenable. Malgré cela, ils ne croisent pas les bras, ils mènent des actions devant leur permettre de survivre. C'est ce point qui fera l'objet du chapitre suivant :

CHAP III. LES EFFORTS DE REDYNAMISATON DES ECONOMIES DES FAMILLES DEPLACEES

La vie que mène la population déplacée est précaire et se caractérise par le manque des besoins fondamentaux. L'amélioration de ces conditions est le fait des organisations caritatives et des initiatives prises par les déplacés eux-mêmes.

L'état de pauvreté dans laquelle vivent ces personnes a fait que lesdits intervenants cherchent comment rendre la vie acceptable dans le site. Bien que, selon les propos de NDAYAHUNDWA, « *on ne peut pas continuer à donner à manger à des gens parmi lesquelles on trouve des hommes et des femmes capables de s'en procurer* »[59].

C'est dans cette optique de se tirer de cette situation de honte et de dépendance que les déplacés se sont organisés pour produire ce dont ils ont besoin.

A. Les efforts familiaux de redynamisation de l'économie

Nous avons déjà mentionné dans le précédent chapitre que cette population vit dans un état de pauvreté extrême.

Cette situation ne les a pas laissés indifférents, ils ne sont pas restés les bras croisés pour continuer à attendre la charité des bienfaiteurs sur qui, ils compteraient pour survivre.

Dans le souci de préparer l'avenir et s'assurer une vie meilleure, la population déplacée fait des activités pouvant lui procurer un certain revenu soit

[59] NDAYAHUNDWA, A., *Analyse de l'impact de l'établissement des camps de déplacés en mairie de Bujumbura : Cas des camps de la zone NGAGARA (1993-1998)*, mémoire, Bujumbura, U.B, FPSE, 2000.

journalier ou saisonnier pour pouvoir compléter les rares aides humanitaires qui, quelques fois, sont insuffisantes.

C'est dans cet esprit que cette population a pensé conjuguer des efforts et mettre leur espoir dans le travail pour contrecarrer la dépendance envers les O.N.G. et l'Etat afin de pouvoir satisfaire une partie de leurs besoins. C'est ainsi que des déplacés cultivent autour de leurs camps d'hébergement des terres disponibles. Mais, le plus souvent, ils se heurtent au problème de manque de semences, d'outils de travail et d'autres produits nécessaires à une bonne production. [60]

D'autres initiatives sont prises par ces personnes notamment le travail associatif.

1. Le travail associatif

Une association est un groupement de personnes qui s'unissent en vue d'un but déterminé.

Le défit qui est lancé à chacun est celui de bien vivre.

La population de Twuya s'est regroupée au sein des associations de production qui aident les membres à se procurer un certain revenu issu de leur force de travail. De cette façon, ils peuvent compléter l'aide reçue des donateurs.

Les déplacés de Twuya se regroupent dans des associations à caractère agropastorale dont les principales sont les suivantes :

DUKANGURANE, TUDUZE IKIVI, TWIYUNGUNGANYE, DUFASHANYE, TWITEZIMBERE, ASSEMDEM, AMNSS.

[60] GAHAMA.(s) op.cit. p.268

Certaines de ces associations s'occupent de l'agriculture et de l'élevage. Il s'agit de DUKANGURANE, TUDUZE IKIVI, TWITEZIMBERE et TWIYUNGUNGANYE.

Elles sont soutenues par des O.N.G oeuvrant dans ce secteur de la vie. C'est le cas de CONCERN et de l'OAP qui fournit des semences aux associations des déplacés. l'O.A.P fournit aussi des crédits remboursables après la production. Ces associations encadrent les agriculteurs. L'ONG CONCERN assure le suivi des cultures.

D'autres associations s'occupent de l'entraide mutuelle : DUFASHANYE est une caisse de solidarité dont les membres paient une cotisation mensuelle de 100F par ménage. C'est une association qui vient en aide aux personnes en difficultés pour les aider à se faire soigner en cas de maladies graves ou de décès.

L'association ASSEDEM (Association des élèves déplacés de MUKIKE) regroupe tous les élèves de ce site et vise l'entraide entre les membres. Elle comprenait en 2003, 108 membres. A côté des activités de sensibilisation sur la lutte contre le SIDA, ces élèves pratiquent durant les vacances, des travaux agricoles où ils cultivent de la pomme de terre surtout. L'argent tiré de cette activité est conservée dans une caisse commune. Quand la somme rassemblée est importante, elle est partagée entre tous les membres de l'association.

L'AMNSS est une association de 35 personnes déplacées et d'autres personnes qui se trouvent autour du site.

Elle a pour objectif la lutte contre le SIDA par le biais de la sensibilisation. Elle s'occupe aussi des activités génératrices de revenus pour

lutter contre la pauvreté. C'est pour cela que ses membres ont ouvert un salon de coiffure équipé d'un petit groupe électrogène. L'argent tiré de ce travail qui est estimé à 5000 F par jour est distribué mensuellement entre tous les membres.

2. Le travail journalier rémunéré

Le manque de terres cultivables fait que les déplacés adoptent une méthode de s'assurer la survie en se procurant leur ration quotidienne par le travail journalier rémunéré. Celui-ci consiste dans le fait d'aller travailler dans les champs des autres pour être payé à la fin de la journée. NIYUNGEKO note que : « *Pour survivre, certains vont travailler dans les champs des autres où ils cultivent pour eux et ils sont rémunérés.* »[61]

La rémunération dont il est question se présente sous deux formes, soit, elle est en nature, soit en argent. La rémunération en nature consiste à l'octroi des aliments crus qui constituent la ration familiale.

L'argent perçu qui équivaut en moyenne à 700F par jour permet au bénéficiaire de s'approvisionner en produits alimentaires. NDAYAHUNDWA note que « *l'argent que nous recevons est insuffisant pour faire vivre la famille. Mais, il nous aide un peu car nous l'utilisons pour acheter de la nourriture pour la famille.* »[62]

Cette activité est interrompue pendant la saison sèche car le rythme des travaux champêtres diminue. Les gens sont confrontées à des problèmes de disette. Pour BURAKEYE, « *durant la saison sèche, nous connaissons la disette*

[61] NIYUNGEKO, *déplacé de Twuya, cultivatrice, 35 ans, janvier 2004.*.
[62] NDAYAHUNDWA, déplacé de TWUYA, 40 ans, décembre 2003.

car il n'y a pas d'autres solutions mais il y a des fois où les bienfaiteurs nous donnent des aliments. »[63]

Bien que cette pratique permet aux déplacés de vivre au jour, de compléter les aides reçues et de se procurer la ration de chaque jour, ces déplacés déplorent l'exploitation dont ils font objet. BURAKEYE fait remarquer que: *« travailler de six heures du matin à seize heures du soir pour une somme qui n'équivaut même pas à mille francs est tristes. Néanmoins, puisque nous n'avons pas d'autres moyens, nous acceptons ce peu qu'on nous donne. »*

3. Le petit commerce

A côté des activités agricoles, la population déplacée fait d'autres activités génératrices de revenu notamment le commerce de détail. Autour de leur camp comme à l'intérieur, ces déplacés vendent des articles d'usage courant comme le sel, la farine de maïs, le savon, les allumettes, et d'autres articles qu'ils achètent à Bujumbura pour les revendre. Ce commerce se pratique pour ceux qui ont plus de moyens financiers dans de petites boutiques installées autour du site et pour d'autres dans les maisons d'habitation.

Ces gens ne gagnent pas beaucoup d'argent mais cette activité reste intéressante. NDIKUMANA Jean reconnaît l'importance de ce commerce:

> *« Nous recevons un petit bénéfice. Bien qu'il soit minime, il nous aide dans la satisfaction de nos besoins dans une moindre mesure. Nous achetons de l'huile, du sel, du*

[63] BURAKEYE, déplacé de Twuvu, *cultivateur, 34 ans, décembre, 2004.*

savon et d'autres articles. Si c'est possible, personne ne peut abandonner le commerce. »[64]

Parmi les habitants de TWUYA, il y a certains qui font du commerce du gros et du petit bétail. Pour ce commerce, les gens font des navettes en achetant et revendant des bovins ou caprins. Achetés pour la plupart dans les marchés de Rwibaga, Tora et Matana, ces animaux sont engraissés pendant quelques mois et sont revendus dans ces mêmes marchés ou achetés par des « bayangayanga » des marchés proches du site.

A cela, il faut ajouter la commercialisation de la bière de sorgho « impeke ». C'est une activité pratiquée par presque toutes familles déplacées à TWUYA. Un récipient de 5 litres (isaro) coûte 500 F. La vendeuse de cette boisson en tire un revenu qui l'aide à s'approvisionner en d'autres produits. Aussi, les enfants consomment la lie de cette boisson. C'est une autre façon de varier le régime alimentaire. Ces activités sont utiles et permettent à ceux qui les pratiquent d'avoir de maigres revenus qui sont vite dépensés mais leur développement est bloqué par le manque de capitaux suffisants.

B. La contribution des ONG dans la prise en charge des déplacés

1. Les ONG au Burundi

Comme le souligne Roger-Gérard SCHWARTZEMBERG, une organisation doit avoir un caractère autonome, un objectif global et des objectifs particuliers.

Ainsi, par organisation non-gouvernementale (ONG), on entend tout groupement, association ou mouvement constitué de façon durable par des

[64] NDIKUMANA Jean, déplacé de TWUYA, cultivateur, 36 ans, décembre.2003.

particuliers appartenant à différents pays en vue de la poursuite d'objectifs non-lucratifs.[65]

Selon la législation burundaise, aux termes de la loi du 23 juin 1999 sur les ONG, le concept d'organisation non-gouvernementale (ONG) doit s'entendre comme étant une institution sans but lucratif créée par une initiative privée, à l'exclusion de tout accord intergouvernemental regroupant des personnes physiques, privées ou publiques de droit étranger et ayant son siège principal à l'étranger.[66]

Au Burundi, les premières interventions des ONG remontent dans les années 1960 et leur nombre est allé croissant. En 2001, le Bureau National de Coordination des ONG a dénombré 62 ONG étrangères œuvrant au Burundi. Les interventions de ces dernières visent à sauvegarder la dignité inhérente à la personne humaine.

C'est dans cet esprit que pas mal d'ONG se sont implantées au Burundi comme le précise la loi burundaise n°1/011 du 23 juin 1999 régissant les ONG œuvrant au Burundi.

Selon cette loi, les ONG qui désirent s'implanter au Burundi s'engagent à promouvoir et à encourager les actions de développement économique, social, culturel ou d'assistance humanitaire. L'exercice de toute activité est subordonnée à l'obtention de l'agrément auprès du ministère des Relations Extérieures et de la Coopération.

Pour aider les déplacés à recouvrer leur dignité, ces ONG ont entrepris des diverses activités visant à promouvoir l'économie, l'alimentation particulièrement et l'autosuffisance du déplacé.

---

[65] ROGER Gérard SCHWARTZENBERG, *Sociologie des relations internationales* (2e éd.), Paris, Dalloz, 1979, p.341.

[66] République du Burundi, Ministère des Affaires étrangères, Bureau National de coordination des ONG, *Guide des ONG internationales du Burundi*, Bujumbura, mai 2003, p.15

C'est dans cette optique que des actions de soutien envers les associations de productions créées dans le seul but d'améliorer leurs conditions de vie ont été mises en action.

D'autres actions de ces mêmes ONG visent l'augmentation de la production au niveau de l'agriculture et de l'élevage et la distribution des aides aux déplacés.

2. Les ONG intervenant auprès des déplacés de TWUYA

Le site TWUYA est en relation permanente avec certaines organisations non-gouvernementales qui aident les déplacés à améliorer les conditions de vie. Les actions de ces ONG sont variées. Cela se remarque par diverses activités menées par chacune de ces ONG. Parmi ces ONG, nous pouvons citer l'UNICEF, CONCERN, Solidarités. L'UNICEF fournit au cours de chaque année scolaire le matériel aux écoliers de ce site. Le matériel souvent distribué est constitué de cahiers, ces stylos, des crayons, le matériel pour l'étude des mathématiques.

CONCERN aide dans l'agriculture et dans l'élevage. Durant l'année 2003, cette ONG a octroyé une vingtaine de porcs à l'association TWIYUNGUNGANYE. En plus, elle assure l'encadrement des associations à vocation agricole et octroie des semences à ces associations. Pour rentabiliser la production, cette même ONG donne aux associations du petit bétail dans le but de fournir du fumier. C'est ainsi que l'association DUKANGURANE a reçu une trentaine de chèvres au cours de l'année 2003. En plus des activités agro-pastorales, l'ONG CONCERN lutte contre la malnutrition en donnant de la bouillie aux enfants afin de lutter contre les maladies liées à la malnutrition.

SOLIDARITES a aménagé au cours de l'année 2001 quatre bornes fontaines pour les déplacés de ce site. CARE et PAM distribuent des vivres et du

matériel ménager, des habits et des couvertures aux déplacés[67]. Quant à MSF, elle donne des soins aux malades et fournit des médicaments.

Toutes ces aides sont destinées à satisfaire les besoins énormes des populations démunies. Néanmoins, le retard observé quelquefois dans leurs distributions fait qu'elles ne couvrent pas tous les besoins des déplacés. Elles allègent seulement la souffrance de ces derniers. NDAYIZEYE M. considère que : *« L'aide que nous recevons des bienfaiteurs est en petite quantité et nous la recevons de temps en temps. Elle n'est pas régulière. On ne la reçoit pas au moment opportun. »*[68]

Aussi, les retards dans l'octroi du matériel scolaire par l'UNICEF fait que des enfants n'aillent pas à l'école à cause de l'avancement au niveau des programmes. Ce qui ne favorise pas la poursuite des études par ces enfants.

Comme nous l'avons déjà souligné, ces aides distribuées sont surtout des aliments et des objets ménagers. Distribués sur des listes préétablies, ces aides ne sont pas permanentes et varient suivant les périodes. Le problème de distribution de ces aides réside sur l'établissement des listes des bénéficiaires où certaines personnes ne trouvent pas leurs noms sur les listes alors que des noms fictifs y sont marqués.

Pour NDAYIZEYE M., *« certains peuvent manquer leurs noms alors qu'auparavant, ils étaient inscrits au moment de l'établissement de ces listes. Néanmoins, des noms inexistants « muhangahanga » apparaissent sur les listes des bénéficiaires. »*[69]

---

[67] Pas de données chiffrées.
[68] NDAYIZEYE, Melchiade, déplacé de TWUYA, cultivateur, 34 ans, décembre.2005.
[69] Ibidem.

Ces noms inexistants profitent aux agents inscripteurs qui sont les bénéficiaires directs des aides attribuées à ces noms. Notons que les listes préétablies sont les seules qui continuent à être prises en compte au moment des distributions, ce qui fait que des gens passent des mois sans bénéficier des aides alors que les autres en reçoivent régulièrement.

C. Conséquences des aides sur la vie des déplacés

Nous avons vu dans le présent chapitre que les aides distribuées par les ONG ont pour but de sauvegarder la dignité humaine des déplacés. Aux yeux de ces mêmes déplacés, les aides octroyées par les ONG présentent deux faces opposées. D'une part, ces aides présentent une face positive dans le sens où elles permettent de lutter contre la pauvreté et la faim dans le site au moment où les déplacés possèdent peu de ressources pour s'assurer la survie. Il en est de même en habillement et celles relatives à la protection contre les intempéries climatiques.

A en croire les propos de NDAHAYIBONA, ces aides présentent aussi une face négative :

> *« ces aides qu'on nous donne ont de mauvaises conséquences aussi. Tu peux voir une personne qui passe des jours sans rien faire en allant à la commune attendre les bienfaiteurs. Et si tu comptes, il perd plus qu'il gagne car dans deux ou trois jours perdus, on peut réaliser* beaucoup *de choses bénéfiques. »*[70]

Comme il le souligne, ces aides octroyées peuvent être une source de l'oisiveté et du renforcement de la loi du moindre effort. Cela s'explique, par le

[70] NDAHAYIBONA, Egide, déplacé de Twuva, élève, 20 ans, décembre 2003

fait que certains déplacés restent bras croisés en attendant les aides de ces organisations. Donc, ces personnes fondent leur espoir de vivre sur les aides des donateurs. NDAHAYIBONA le regrette dans ces termes : *« Il y a des personnes, au lieu d'utiliser leurs forces pour travailler, restent assises tous les jours, attendant les aides des bienfaiteurs. »*[71]

Cela nous montre la fainéantise que peuvent provoquer ces aides au sein des populations déplacées. La nature des produits distribués qui, quelques fois sont périmés, provoque chez certains des maladies liées aux troubles intestinaux. NZOSABA affirme que *« quelques fois, on nous donne des produits périmés comme l'huile et la farine. Comme on a faim, on mange ces produits qui quelques fois provoquent chez certains des troubles intestinaux. »*[72]

Pour certains déplacés, il faudrait faire une nouvelle orientation de ces aides. En effet, ils dénoncent les vols et les irrégularités observés dans la distribution de ces aides, les problèmes dus à la pourriture de certains produits ainsi que le développement de la fainéantise. Ces ONG devraient concentrer leurs efforts sur la promotion de l'autosuffisance, le soutien aux activités des associations de production notamment celles qui s'intéressent aux activités agropastorales.

D'autres défendent néanmoins, l'idée de continuer ces aides qui sont fondamentales pour la survie de cette population : *« Les aides doivent continuer à être distribuées car si on les supprime, on ne peut pas vivre d'autant plus que nous sommes encore dans le site, sans encore retourner dans nos propriétés. Maintenant, quand il se passe un long temps avant la distribution, les gens meurent de faim. Et si on supprimait ces aides, on va tous périr. »*[73]

---

[71] Egide NDAHAYIBONA, déplacé de Twuya, élève, 20 ans, décembre 2003

[72] NZOSABA,Rubben, déplacé de Twuya, cultivateur, 30 ans, décembre 2003.

[73] NDAYIZEYE , Jacques, déplacé de Twuya, cultivateur, 36 ans, décembre 2003.

Cette situation montre qu'il y a des gens qui sont sous la dépendance totale de ces ONG. Une politique de ces ONG qui viserait à encourager la prise en charge par les déplacés eux-mêmes en développant les activités de production rendrait des services énormes à ces sinistrés de guerre.

CONCLUSION GENERALE

L'éclatement de la guerre et la destruction du patrimoine socio-économique a réduit le peuple burundais au rang des démunis, obligés d'attendre l'aide des bienfaiteurs qui viendraient pour les secourir. Cette crise a fait que des populations entières se déplacent vers les lieux de refuges à l'instar des déplacés de TWUYA. Ces derniers ont dû être confrontés à de multiples difficultés liées à leur survie. Des efforts ont été consentis dans le but d'améliorer leurs conditions de vie dans le site. Ces mêmes difficultés ont fait que des gens de bonne foi ont pu intervenir en leur faveur. Ne pouvant pas satisfaire leurs besoins grâce à leurs efforts personnels qui sont surtout centrés sur les activités agro-pastorales le commerce de détail, le travail manuel, etc. Le concours de certaines organisations humanitaires a été d'une grande importance.

Néanmoins, ces efforts restent limités car, même si conjugués, ils ne peuvent pas venir à bout de tous les problèmes des déplacés de TWUYA, ceux-ci restent dans une grande nécessité de satisfaction de leurs besoins. Les lacunes accusées par les ONG dans l'octroi des aides, et surtout des denrées alimentaires qui quelquefois sont périmées mais aussi le retard enregistré dans leurs distributions montre l'inefficacité de leurs actions. Nous remarquons globalement que les déplacés de TWUYA sont toujours dans une grande nécessité d'auto-suffisance alimentaire.

Nous n'avons pas pu épuiser tous les contours de notre sujet. C'est pourquoi nous proposons aux chercheurs ultérieurs de mener une étude sur les sujets suivants : les relations entre parents et enfants vivant dans le site, l'attitude des déplacés vis-à-vis des hommes politiques burundais.

Liste des informateurs

Nom et prénom	Age	Fonctions	Date d'enquête
1. NIYUNGEKO	35ans	Cultivatrice	Déc. 2003
2. SIMBAKWIRA Mélanie	28ans	Cultivatrice	Déc. 2003
3. NTUKAMAZINA Pie	38 ans	Cultivateur	Déc. 2003
4. NGENDAHAYO Athanase	42 ans	Cultivateur	Déc. 2003
5. NTAKIYICA Mathieu	35ans	Cultivateur	Déc. 2003
6. BUCUMI Immaculée	36ans	Cultivatrice	Déc. 2003
7. GAKWAYA Charles	50ans	Enseignant	Déc. 2003
8. NDIKUMANA	28ans	Cultivateur	Déc. 2003
9. KABONEKA Astère	38ans	Infirmier	Déc. 2003
10.NZOSABA Rubben	30ans	Cultivateur	Déc. 2003
11.BUCUMI	29ans	Cultivateur	Déc. 2003
12.BURAKEYE	34ans	Cultivateur	Déc. 2003
13.NTAVYOHANYUMA Adèle	46ans	Cultivatrice	Déc. 2003
14.NINTERETSE	36ans	Cultivateur	Déc. 2003
15.BUTOYI Jacques	25ans	Cultivateur	Déc. 2003
16.NDAHAYIBONA Egide	20ans	Élève	Déc. 2003
17.SAKUBU	50ans	Cultivateur	Déc. 2003
18.BARAKAMFITIYE	43ans	Cultivateur	Déc. 2003
19.NTUKAMAZINA Paul	49ans	Cultivateur	Déc. 2003
20.NDAYAHUNDWA	40ans	Cultivateur	Déc. 2003
21.NDIKUMANA Jean	36ans	Cultivateur	Déc. 2003
22.NDAYIZEYE Melchiade	34ans	cultivateur	Déc. 2003

BIBLIOGRAPHIE

1. OUVRAGES GENERAUX

CHRETIEN, J.P., *Le défi de l'ethnisme au Rwanda et au Burundi : 1990-1996*, Paris, Karthala, 1997.

GAHAMA, J., *Démocratie et bonne gouvernance et développement*. Bujumbura, RPP, 2000.

CHRETIEN, J.P, GUICHAOUA, LE JEUNE, G., *La crise d'août 1988 au Burundi*, Paris, Karthala, 1989.

MERLE, M., *Sociologie des relations internationales* (2e éd.), Paris, Dalloz, 1979, p.341.

NDAYIRUKIYE, S.(sous dir.), *Géographie du Burundi*, Paris, Hâtier, octobre, 1991.

CHRETIEN J.P, GUICHAOUA, A, LE JEUNE, G , *La crise d'Août au Burundi*, Paris, Cahier du CRA, 1989.

GUICHAOUA et alii, *Les crises politiques au Burundi et au Rwanda, 1993-1994*, Université des Sciences et Technologies de Lille, Villeneuve d'Aseq,1995.

CHRETIEN J.P, *Burundi, Histoire retrouvée, 25 ans de métier d'historien au Burundi*, Paris, CNRS/Karthala, 1993, 509p.

REYNTJENS, F., *L'Afrique des grands lacs en crise, Rwanda, Burundi : 1988-1994*, Paris, Karthala,1994, 326p.

CHRETIEN J.P. et MUKURI M., *La fracture identitaire. Logiques de violence et certitudes « ethniques » (1993-1996)*, Paris, Karthala, 2002, 468p.

2. Mémoires et thèses

INAMAHORO E., *Impact de la crise de 1993 sur les performances scolaires des enfants rescapés* , Bujumbura, U.B, FPSE, 2000.

KAGIMBI D., *Répercussions de la crise d'octobre, 1993 sur l'autorité parentale : Approche psychosociologique*, Mémoire, Bujumbura, U.B, FPSE, 1997.

MANIRAHO, R., *Etude des conditions d'installation des déplacés du génocide d'octobre 1993*, Bujumbura, U.B, FLSH, 1998.

MANUMA, A., *Etude de l'impact des conditions sociaux-économiques des déplacés sur la scolarisation de leurs enfants (enquête menée auprès des parents du site des déplacés de Kanyosha en zone Musaga, en mairie de Bujumbura*), Bujumbura, U.B, FPSE, 1999.

NDAYAHUNDWA, A., *Analyse de l'impact de l'établissement des camps de déplacés en mairie de Bujumbura : Cas des camps de la zone NGAGARA (1993-1998)*, Bujumbura, U.B, FPSE, 2000.

NDAYAMBAJE, J. D., *Rapports entre l'éducation et l'emploi en Afrique noire: rôle et responsabilités d'une politique adéquate et fonctionnelle*, Thèse, Friburg, Ed. Saint Paul, 1983.

NDUWAYO, G., *La crise de 1993 au Burundi : Essai d'interprétation*, Bujumbura, U.B, FLSH, 1998.

NTARIMA S., *Les relations socio-économiques entre l'IMBO et le MUGAMBA : fin du XIX^ème siècle-1962*, Mémoire, U.B, FLSH, 1988.

NTAWUHORAKOMEYE D, *Effets de l'aide humanitaire prolongée sur la psychologie des personnes déplacées de guerre*, Bujumbura, U.B, FPSE, mars 2000.

RUTIKANGA, I., *La crise d'octobre 1993 : Comportement de la population de BUSONI*, Mémoire, UB, FLSH,1998.

3. Rapports et revues

MBONIHANKUYE, « Conflit-ethnique, Psychose réactionnelle consécutive au Burundi », in *Au Coeur de l'Afrique* n°3-4, 1994.

NDAYIZEYE, B., « FRO.DEBU accusé de 175 délits, in *Carrefour des idées n°24 du 1er au 5 avril 1993.*

NGAYIMBENDA E., « Crise socio-politique et destruction des ménages au Burundi », in *Cahiers démographiques du Burundi n°13*, pp.29-30, 1998.

NTABONA A., *« Au coeur du drame burundais : Le totalitarisme ethnico-centriste, ses soubassements et ses conséquences », in Au coeur de l'Afrique n°3-4,* 1994.

R.B, MRRDR, *La réinsertion socio-économique des sinistrés intérieurs présentée par le MCAC*, Bujumbura, septembre 2000.

REYNTJENS, P., « Burundi, Briser le cycle de la violence » Rapport de Minority Rights *Group*, catalogué à la Bibliothèque britannique, sous « Publication data », mars 1935.

Reporters sans frontières, *Burundi, le venin de la haine*, Paris, mai 1995, 98p.

Bureau national de coordination des ONG,*Guide des ONG internationales au Burundi*, Bujumbura, mai 2001.

Burundi, Ministère des relations extérieures et de la coopération. La loi n°1/011 du 23 juin 1999 portant modification de la loi n°1/033 portant cadre général de coopération entre la République du Burundi et les ONG étrangères, art. 2.